

BILAN INNOCENTI 13

L'ÉQUITÉ POUR LES ENFANTS

LE DÉFI DU CANADA



unicef
canada



unicef.ca/bi13



DOCUMENT CANADIEN D'ACCOMPAGNEMENT

L'équité pour les enfants : le défi du Canada

Visitez le unicef.ca/bi13 pour obtenir le rapport complet, l'infographie et les documents de référence.

Rédactrice en chef : Lisa Wolff

Directrice de création : Meghan D'Mello

Directeur artistique : Man Greig Farin

UNICEF Canada tient à remercier les jeunes dont les citations figurent dans le présent rapport. Ces citations ont été tirées des ateliers organisés en 2015 par UNICEF Canada et l'Institut international pour les droits et le développement de l'enfant, et des billets de blogue publiés au unicef.ca/blog.

Aussi disponible en anglais.

Des extraits de cette publication (au unicef.ca/bi13) peuvent être reproduits à condition de mentionner leur provenance. Les demandes d'autorisation pour utiliser de plus longs passages ou la totalité du rapport doivent être adressées à policy@unicef.ca et porter la mention suivante :

UNICEF Canada (2016). Bilan Innocenti 13 de l'UNICEF – document canadien d'accompagnement : *L'équité pour les enfants : le défi du Canada*, UNICEF Canada, Toronto.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur UNICEF Canada, composez le **1 800 567-4483** ou communiquez par courriel à info@unicef.ca.

Numéro d'organisme de bienfaisance : 122680572 RR0001

Partie 1 : Jusqu'à quel point les enfants au Canada sont-ils inégaux?

Faire progresser les enfants du Canada en tête du classement

Un message de David Morley, le président et chef de la direction d'UNICEF Canada

Le bien-être de nos enfants et de nos jeunes est un indicateur de nos priorités en tant que société. Nous voulons qu'ils soient en sécurité, en bonne santé et instruits, et qu'ils aient de l'espoir pour leur avenir.

Le rapport d'UNICEF Canada, intitulé *L'équité pour les enfants : le défi du Canada*, donne un nouvel aperçu et lance un appel urgent pour améliorer la vie des enfants et des jeunes au Canada, ce en quoi nous devons toutes et tous nous investir pour notre avenir commun.

Il y a trois ans, l'UNICEF a mesuré le bien-être général des enfants qui vivent dans les pays riches, et le Canada se situait au milieu (au 17^e rang sur 29). Cette situation était préoccupante, car nous vivons dans l'un des pays les plus riches du monde; le bien-être de nos enfants devrait donc être beaucoup plus élevé.

Afin de nous concentrer sur la façon de faire mieux pour nos enfants, nous avons approfondi la recherche et avons conclu que ce sont les écarts entre les inégalités en matière de santé, d'éducation, de revenu et de satisfaction à l'égard de la vie qui façonnent le bien-être de l'enfant dans les pays riches.

Plutôt que de regarder l'écart entre les enfants les plus riches et les plus pauvres au Canada ou entre ceux qui réussissent le mieux et ceux au bas de l'échelle, nous avons mesuré l'écart entre les enfants qui se situent au milieu et ceux qui se trouvent tout en bas de l'échelle dans différents aspects de leur vie. Nous voulions savoir comment les enfants qui tirent le plus de l'arrière s'en sortent comparativement à la majorité située au milieu – les conditions normales de croissance. À partir de cette perspective, nous nous sommes comparés aux autres pays riches.

Nous avons beaucoup de travail à faire : les enfants du Canada tirent de l'arrière. Le pays se situe dans le tiers inférieur (au 26^e rang sur 35) comparativement aux autres pays riches, et les plus grandes préoccupations concernent les inégalités en matière de santé et de satisfaction à l'égard de la vie.

Les pays riches qui affichent les plus grands écarts entre les inégalités au bas de l'échelle ont tendance à avoir un degré inférieur de bien-être général chez l'enfant, ce qui signifie que moins d'enfants réussissent aussi bien qu'ils pourraient le faire. L'ampleur des inégalités dans un pays a une corrélation directe avec le degré de bien-être de l'enfant. Cet écart est l'endroit où se trouvent les plus grandes possibilités d'améliorer la vie de tous les enfants au Canada. Si nous parvenons à réduire les écarts, nous devrions être en mesure d'améliorer le bien-être de tous les enfants au Canada.

L'équité pour les enfants : le défi du Canada distille les données canadiennes du Bilan Innocenti 13 de l'UNICEF et indique où nous pouvons investir afin d'inverser la tendance pour tous les enfants au Canada.

Nous sommes impatients de collaborer davantage avec la population canadienne, de même qu'avec tous les paliers gouvernementaux et le secteur privé, afin d'offrir aux enfants canadiens les services, le soutien et l'environnement dont ils ont besoin pour passer du bas au sommet de l'échelle.

Veuillez agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le président et chef de la direction d'UNICEF Canada,



David Morley

L'inégalité a un visage d'enfant

Le Bilan Innocenti 13 de l'UNICEF, intitulé *Équité pour les enfants : tableau de classement des inégalités de bien-être entre les enfants des pays riches*, mesure les écarts en matière d'inégalité dans le revenu familial, la santé, l'éducation et le sentiment de bien-être des enfants au moyen des plus récentes données internationales. Il explore jusqu'à quel point les inégalités peuvent limiter le potentiel des enfants de façon générale, et pas seulement de ceux qui accusent le plus de retard.

Le présent document canadien d'accompagnement au Bilan Innocenti met l'accent sur le rendement du Canada : Jusqu'à quel point le Canada laisse-t-il tomber certains enfants? Qu'est-ce que cela signifie pour nos progrès en tant que nation? Que faudra-t-il faire pour combler les lacunes? Dans le Bilan Innocenti 13 de l'UNICEF, nous mettons les enfants au cœur des débats sur les inégalités et demandons à la population canadienne de prendre ces questions en considération.



Chaque enfant dans chaque société a le droit d'avoir un bon départ dans la vie. Lorsque les sociétés ferment les yeux sur cette question, elles omettent aussi de voir leur propre intérêt futur. Car ces disparités créent des divisions durables, tant économiques que sociales, et il n'est pas facile de les surmonter. Elles peuvent se répercuter de génération en génération, à grands frais pour nous toutes et tous.

Tony Lake, directeur général de l'UNICEF

L'écart de revenu s'est creusé dans la plupart des pays riches, y compris au Canada, au cours des trois dernières décennies¹. L'inégalité dans le revenu, la santé et d'autres aspects de la vie des Canadiennes et des Canadiens est devenue une caractéristique déterminante de notre société. La question qui doit être posée est : « Jusqu'à quel point les enfants au Canada sont-ils inégaux²? » Le Bilan Innocenti 13 de l'UNICEF démontre que, à certains égards, ils sont plus inégaux que nous nous y attendions compte tenu du niveau d'inégalité de revenu au Canada.

¹ En 2009, les dix pour cent des familles les plus pauvres gagnaient 21 000 \$, et les plus riches, 246 000 \$ (Save the Children Fund, 2012).

² UNICEF Canada se rapporte à la définition du terme « enfant », lequel désigne tout enfant et jeune de la naissance à l'âge de 18 ans, conformément à l'article 1 de la Convention relative aux droits de l'enfant des Nations Unies.

INDICE DE L'UNICEF EN MATIÈRE DE

Bien-être général de l'enfant (Bilan Innocenti 11)

Rang	Pays
1	Pays-Bas
2	Norvège
3	Islande
4	Finlande
5	Suède
6	Allemagne
7	Luxembourg
8	Suisse
9	Belgique
10	Irlande
11	Danemark
12	Slovénie
13	France
14	République tchèque
15	Portugal
16	Royaume-Uni
17	Canada
18	Autriche
19	Espagne
20	Hongrie
21	Pologne
22	Italie
23	Estonie
23	Slovaquie
25	Grèce
26	États-Unis
27	Lituanie
28	Lettonie
29	Roumanie

Inégalités générales entre les enfants (Bilan Innocenti 13)

Rang	Pays
1	Danemark
2	Finlande
2	Norvège
2	Suisse
5	Autriche
6	Pays-Bas
7	Irlande
8	Estonie
9	Slovénie
10	Lettonie
11	République tchèque
12	Croatie
13	Australie
14	Allemagne
14	Grèce
14	Hongrie
14	Royaume-Uni
18	États-Unis
19	Portugal
20	Islande
21	Roumanie
22	Espagne
23	Suède
24	Malte
25	Lituanie
26	Canada
27	Pologne
28	France
29	Belgique
29	Luxembourg
31	Slovaquie
32	Italie
33	Bulgarie
34	Turquie
35	Israël

Le classement du Canada dans l'indice des inégalités entre les enfants permet d'expliquer le rendement canadien dans l'indice de bien-être de l'enfant : des inégalités plus marquées limitent son bien-être global. **Le meilleur facteur de prédiction des classements du pays dans l'indice de bien-être n'est pas la différence de richesse entre les pays, mais les différences entre les enfants à l'intérieur du classement de ces pays.**

En 2013, le Canada se situait au milieu de l'indice de bien-être de l'enfant de l'UNICEF, soit au 17^e rang sur 29 pays riches (Bureau de la recherche de l'UNICEF, 2013). Cet indice est un composite des moyennes nationales d'indicateurs clés en matière de pauvreté, de santé et d'éducation chez l'enfant. Au Canada, la plupart des 26 indicateurs se sont améliorés, en moyenne, au cours de la dernière décennie, mais pas au rythme des autres pays riches. Lorsque les enfants ont témoigné de leur propre sentiment de bien-être, le Canada est passé au 24^e rang sur 29, un recul significatif par rapport à la décennie précédente.

Dans le Bilan Innocenti 13, l'attention n'est plus portée sur les moyennes nationales, mais sur les écarts entre les enfants au bas de l'échelle sociale et ceux qui se situent au milieu, évalués au moyen de l'**indice complémentaire des inégalités entre les enfants de l'UNICEF**. Le Canada se situe dans le tiers inférieur, soit au 26^e rang sur les 35 pays étudiés³. Le Canada est l'une des sociétés les plus inégales pour les enfants; les écarts entre les enfants du Canada dans de nombreux aspects de leur vie sont plus marqués que dans beaucoup de pays riches, et ils sont plus importants que notre degré modéré d'inégalité de revenu ne l'aurait prédit. Toutefois, dans certains des indicateurs mesurés, les écarts ne sont pas beaucoup plus marqués que ceux dans les pays les mieux cotés, car les différences entre les nations sont petites. Dans certains cas, les enfants du Canada atteignent de meilleurs résultats absolus que des pays qui sont mieux cotés et plus égaux.

Cependant, le fait est que les écarts importants dans les pays riches sont inutiles et sont assortis d'effets indésirables.

Le manque général de progrès pour combler les lacunes est tout aussi préoccupant. Bien que les inégalités de revenu se soient stabilisées au Canada au cours de la dernière décennie, certains écarts entre les enfants ont continué de se creuser. Le Canada compte parmi les quelques pays (dont la France, l'Islande et la Suède) où les inégalités entre les enfants ont nettement augmenté au cours des dernières années. Cela porte à croire que **l'expérience de l'inégalité des enfants** est amplifiée, et que nous ne parvenons pas à les protéger de ses effets. Dans les « Jeux olympiques » internationaux du bien-être chez l'enfant, il n'y a pas tant de choses à célébrer, mais le podium n'est pas hors de portée.

ENCADRÉ 1 : DIFFÉRENTS TYPES D'INÉGALITÉS

Le débat public mettant souvent l'accent sur l'inégalité de revenu, en particulier sur la concentration de la richesse dans le un pour cent supérieur, peu d'attention a été portée sur l'écart entre le bas de l'échelle et le milieu, désigné par le terme « d'inégalité de la partie inférieure de la distribution ». Le Bilan Innocenti 13 de l'UNICEF mesure les écarts entre les enfants qui accusent le plus de retard (le 10^e percentile) et ceux qui se situent au milieu (dans la moyenne) dans neuf dimensions du bien-être de l'enfant. Les écarts sont basés sur la distribution à même les indicateurs, indépendamment du revenu. Les écarts en matière d'inégalité au bas de l'échelle et les classements doivent cependant être interprétés avec prudence. Ils ne mesurent pas le rendement absolu (où le Canada affiche une cote supérieure à celle de nombreux pays pairs en matière d'éducation, d'activité physique et de saine alimentation). Certains pays s'en sortent mieux dans le tableau de classement parce que les écarts entre le milieu et le bas de l'échelle sont minces, mais les cotes accordées à l'un de ces points, ou aux deux, peuvent être inférieures à celles du Canada (le Chili dans le classement en matière d'éducation, par exemple). Les classements ne mesurent pas explicitement l'inégalité globale (de haut en bas), laquelle est plus marquée dans certains pays qu'au Canada. Il est important de mesurer l'inégalité de la partie inférieure de la distribution, car elle révèle une situation où un groupe d'enfants est exposé à un risque accru d'exclusion des normes de bien-être qui prévalent dans leur pays. Les enfants perçoivent la société dans laquelle ils vivent en termes relatifs, par comparaison avec leurs pairs, et les données laissent à penser que des inégalités plus marquées au bas de l'échelle influent sur leur bien-être.



³ 41 pays de l'Union européenne (UE) et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Comparaison des inégalités dans les pays riches

Le Bilan Innocenti 13 de l'UNICEF classe les pays à revenu élevé en fonction d'un aspect de l'inégalité, à savoir l'inégalité au bas de l'échelle : jusqu'à quel point permet-on que certains enfants accusent un retard comparativement à leurs pairs qui se situent dans la moyenne en matière de revenu, d'éducation, de santé et de satisfaction à l'égard de la vie? Il est plus important de se concentrer sur les écarts relativement marqués dans bon nombre de ces indicateurs au Canada que sur les classements comparant le Canada aux autres pays. La meilleure utilisation des classements consiste à révéler les écarts en matière d'inégalités au Canada et à reconnaître que les pays qui affichent un fort rendement absolu peuvent aussi obtenir une plus grande égalité.

La Convention relative aux droits de l'enfant des Nations Unies garantit les droits fondamentaux de chaque enfant, sans égard à son sexe, son origine ethnique, ses croyances religieuses, son revenu, ses caractéristiques physiques, sa situation géographique ou autre statut. Ce sont des droits fondamentaux d'avoir des possibilités et des résultats.



© UNICEF CANADA/2010/SRIJUTAMI

INÉGALITÉS EN MATIÈRE DE REVENU




		MOYENNE : 51 %	
RANG	1	NORVÈGE 37 %	
	24	CANADA 53 %	
	41	ROUMANIE 67 %	


\$ Dans le Bilan Innocenti 13 de l'UNICEF, le tableau 1 de classement classe les pays riches selon l'importance de leur « écart de revenu relatif ». Cela mesure à quel point les enfants les plus pauvres (les dix pour cent les plus pauvres) accusent un retard comparativement à l'enfant « moyen » (au 50^e percentile) en fonction du revenu de leur famille. **Au Canada, les enfants les plus démunis vivent dans des familles dont le revenu est 53 pour cent inférieur à celui de l'enfant moyen.** En d'autres termes, ils ont à peu près la moitié du revenu familial de l'enfant moyen. L'écart moyen entre les pays riches est de 51 pour cent. **Le Canada se situe au milieu, au 24^e rang sur 41 pays.** En Norvège, le pays le mieux coté, l'écart ne s'élève qu'à 37 pour cent.

Les écarts de revenu relatif (entre ceux qui se situent au bas et au milieu de l'échelle) et les niveaux de pauvreté monétaire (le nombre de personnes pauvres sous les 50 pour cent du revenu moyen) vont souvent de pair. **Le Canada compte malheureusement parmi le groupe de pays qui affichent à la fois le taux le plus élevé de pauvreté chez les enfants (à 17 pour cent et au 29^e rang) et les écarts de revenu au bas de l'échelle les plus marqués pour les familles avec des enfants** (voir la Figure 1 du Bilan Innocenti 13). De nombreux pays où les familles avec enfants ont des revenus médians plus élevés ont des écarts de revenu relatif inférieurs (Toczydlowska et coll., 2016). Cela démontre qu'il n'y a pas de compromis entre une plus grande égalité et une plus grande prospérité.






INÉGALITÉS EN MATIÈRE D'ÉDUCATION


		MOYENNE : 0,5 %	
RANG	1	CHILI 1,9	
	14	CANADA 0,3	
	37	ISRAËL -2,0	

 Le tableau 2 de classement classe les pays riches selon l'importance de leur « écart en matière de réussite scolaire ». Cela mesure jusqu'à quel point les élèves qui obtiennent de moins bons résultats (avec des notes dans le 10^e percentile) accusent un retard comparativement à l'enfant qui obtient des notes moyennes sur la base des scores de l'étude PISA pour les compétences en lecture, en mathématiques et en sciences à l'âge de 15 ans. **Au Canada, l'écart est de 0,3 point**⁴. L'écart moyen parmi les pays riches est de 0,5 point, **le Canada se situant près de la moyenne, au 14^e rang sur 37 pays**⁵.

Nous comparons également la proportion d'élèves qui accusent un retard d'un niveau de compétence standard dans les trois matières, ce qui indique un profond handicap scolaire et un manque de compétences de base. **Au Canada, six pour cent des enfants se situent sous cette norme, ce qui est beaucoup mieux que la moyenne de 12 pour cent dans le tableau de classement.** Le Canada se classe en 6^e place. L'Estonie est le pays qui affiche le meilleur rendement, avec seulement trois pour cent des enfants sous la norme, soit la moitié du pourcentage du Canada. **Le Canada compte parmi les dix pays qui parviennent à combiner un plus petit écart de réussite à une proportion inférieure d'enfants qui se situent sous la norme de compétence de base.** Minimiser l'écart en matière de réussite ne nécessite donc pas de la part des pays de troquer l'égalité contre un rendement scolaire élevé (voir le Bilan Innocenti 13 de l'UNICEF, Figure 2).

INÉGALITÉS EN MATIÈRE DE SANTÉ

		MOYENNE : 28 %	
RANG	1	AUTRICHE 24 %	
	24	CANADA 29 %	
	35	ISRAËL 39 %	

 Le tableau 3 de classement classe les pays riches selon l'importance de l'écart en matière de symptômes médicaux autodéclarés par les enfants. Nous avons demandé à des enfants âgés de 11, 13 et 15 ans combien de fois au cours des six derniers mois ils ont éprouvé des maux de tête, des maux d'estomac, des maux de dos; se sont sentis faibles, irritables, de mauvaise humeur ou nerveux; ont éprouvé des difficultés à s'endormir ou une sensation de vertige. Les choix de réponse étaient : « presque chaque jour », « plus d'une fois par semaine », « environ chaque semaine », « environ chaque mois » et « rarement ou jamais ». **Au Canada, la cote en matière de santé des enfants au bas de l'échelle de distribution est de 29 pour cent inférieure à celle des enfants qui se situent au milieu.** L'écart n'est pas beaucoup plus marqué que celui du pays affichant le meilleur rendement (l'Autriche, avec 24 pour cent) et est près de l'écart moyen parmi les pays riches. Cependant, en raison de la distribution serrée, **le Canada se situe dans le tiers inférieur des pays pairs en ce qui concerne les inégalités en matière de santé et se classe au 24^e rang sur 35 pays.** **Au Canada, la proportion d'enfants qui déclarent un problème de santé ou plus chaque jour, ce qui constitue une indication de la gravité absolue de symptômes médicaux, est de 23 pour cent.** Cette proportion est très près de la moyenne parmi les pays riches, qui est de 24 pour cent, mais elle est beaucoup plus élevée que le maigre 15 pour cent en Norvège et en Finlande. Le Canada se classe au 16^e rang.

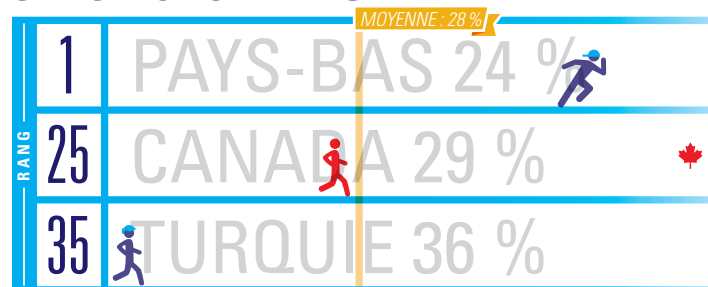


⁴ Les écarts de points observés dans chaque matière sont convertis en scores Z dans les différents pays, puis convertis en moyennes par matière afin de fournir un écart de réussite global pour chaque pays, des scores positifs indiquant une inégalité moindre.

⁵ Les résultats entre -0,5 et 0,5 sont considérés comme suffisamment proches pour être impossibles à distinguer de la moyenne.

De nombreuses dimensions de la santé chez les enfants pourraient être mesurées. Les symptômes médicaux autodéclarés donnent un aperçu bouleversant de la fréquence à laquelle tant d'enfants mènent leur vie quotidienne en se sentant en mauvaise santé physique et mentale; un quart des enfants, sur une base quotidienne. De fréquents problèmes médicaux sont généralement l'expression de situations et de relations stressantes à la maison, à l'école ou parmi les pairs (Currie et coll., 2010). Si les ressources physiques, mentales et émotionnelles qu'ont les enfants pour passer la journée sont considérablement affaiblies, cela influe sur d'autres aspects de leur développement. Selon les estimations, une proportion comparable de jeunes âgés de 15 à 24 ans souffrent de maladie mentale sur une base annuelle; c'est le groupe d'âge qui présente le taux le plus élevé de maladie mentale au Canada (Association canadienne pour la santé mentale, 2012). Bien que les liens avec la santé mentale chez les jeunes plus âgés ne soient pas tout à fait clairs, les symptômes médicaux à l'adolescence peuvent persister à l'âge adulte (Chzhen et coll., 2016a). La Norvège et la Finlande démontrent qu'il est possible de réduire d'au moins la moitié le nombre d'enfants qui déclarent se sentir mal chaque jour.

SATISFACTION À L'ÉGARD DE LA VIE



Le tableau 4 de classement classe les pays riches selon l'importance de l'écart de satisfaction relative de leurs enfants à l'égard de la vie. Cela mesure jusqu'à quel point les enfants qui ont les degrés les plus bas de satisfaction à l'égard de la vie tirent de l'arrière comparativement à leurs pairs au milieu de l'échelle. Les cotes de satisfaction à l'égard de la vie sont basées sur l'autoévaluation des enfants sur une échelle de 0 (« la pire vie possible ») à 10 (« la meilleure vie possible »). Bien que la plupart des aspects du bien-être de l'enfant soient mesurés au moyen d'indicateurs objectifs, la satisfaction à l'égard de la vie est une mesure du propre sentiment de bien-être des enfants. [Au Canada, le taux de satisfaction à l'égard de la vie des enfants au bas](#)



de l'échelle est 29 pour cent inférieur à celui des enfants qui se situent au milieu. La cote médiane parmi les enfants au Canada est de 8 sur 10, mais elle est de 6 sur 10 pour les enfants au bas de l'échelle. L'écart moyen parmi les pays riches est de 28 pour cent, **le Canada se situant près de la moyenne, mais occupant le 25^e rang sur 35 pays (dans le tiers inférieur) en raison du faible écart entre eux.** Aux Pays-Bas, le pays le mieux coté, l'écart est de 24 pour cent.

Nous avons également comparé la proportion d'enfants dans chaque pays qui évaluent leur satisfaction à l'égard de la vie à 4 sur 10 ou moins. Cela nous permet d'observer la « prévalence » de degrés très faibles de satisfaction à l'égard de la vie, et pas uniquement l'importance de l'écart entre les niveaux les plus bas et les niveaux médians. **Au Canada, 9 pour cent des enfants se disent très peu satisfaits à l'égard de la vie,** ce qui est supérieur à la moyenne de 7 pour cent parmi les pays riches, et plus de deux fois supérieur au taux des Pays-Bas. Le Canada se classe au 31^e rang. **Le Canada compte parmi les pays qui affichent à la fois la plus grande proportion d'enfants déclarant une très faible satisfaction à l'égard de la vie et l'écart le plus marqué en la matière.** Les pays qui présentent une plus grande égalité dans la satisfaction à l'égard de la vie ont également tendance à avoir une proportion moindre d'enfants qui évaluent leur satisfaction à l'égard de la vie à 4 sur 10 ou moins.

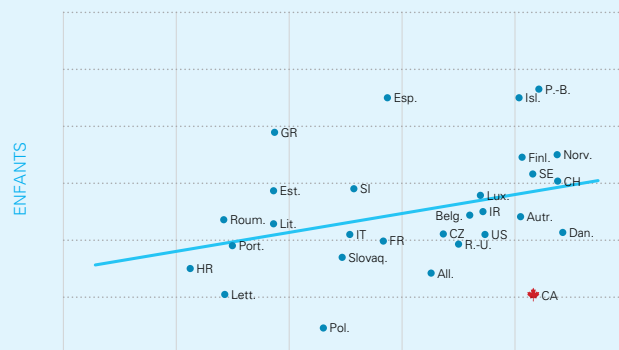
La satisfaction à l'égard de la vie agit comme un indicateur composite de nombreux aspects de la vie des enfants; il convient donc d'y porter attention. Une plus faible satisfaction à l'égard de la vie est associée à une santé mentale fragile, au manque d'activité physique, au fait d'être une fille, à de piètres relations avec les parents et les pairs, et à une inégalité plus marquée en matière d'aisance familiale. Les enfants qui ont une faible satisfaction à l'égard de la vie sont deux fois plus susceptibles de déclarer trois différents types de comportements à risque ou plus que leurs pairs. Cette association demeure, même après avoir tenu compte de l'âge, du sexe et du statut socioéconomique familial des enfants.

Dans la plupart des pays riches, y compris au Canada, les enfants dans le groupe au bas de l'échelle de satisfaction à l'égard de la vie sont jusqu'à trois fois plus susceptibles que leurs pairs d'être engagés régulièrement dans des batailles, d'être victimes d'intimidation et de fumer sur une base régulière. La Figure 22 du Bilan Innocenti 13 montre qu'il existe une relation claire entre une faible satisfaction à l'égard de la vie et des comportements à risque cumulatifs. Au Canada, certains types de comportements à risque ont diminué (comme le tabagisme et la consommation de cannabis), et d'autres sont restés relativement stables (comme les batailles et l'intimidation), mais les enfants sont toujours plus susceptibles d'être engagés dans l'intimidation et des batailles que ceux dans les autres pays riches (Bureau de recherche de l'UNICEF, 2013). **Au Canada, les enfants qui éprouvent une**

plus grande satisfaction à l'égard de la vie sont généralement moins susceptibles d'adopter ces types de comportements à risque que ceux qui ont un plus faible degré de satisfaction à l'égard de la vie. Le sentiment de satisfaction des enfants à l'égard de la vie a tendance à décliner à l'adolescence, en particulier chez les filles. Un faible degré de satisfaction à l'égard de la vie est également associé à la dépression et à d'autres problèmes de santé plus tard dans la vie. Un degré élevé de satisfaction à l'égard de la vie pourrait contribuer à « immuniser » les enfants contre les risques pour leur bien-être.

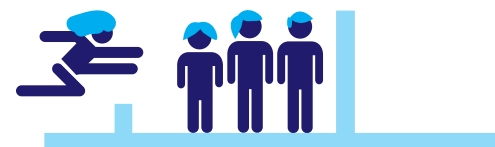
Figure 1 :

COMPARAISON DU DEGRÉ DE SATISFACTION À L'ÉGARD DE LA VIE DES ENFANTS À CELUI DES ADULTES DANS LES PAYS RICHES



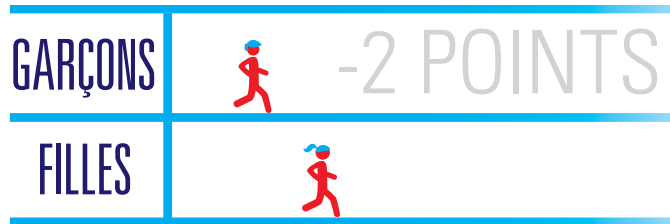
Source : Bradshaw, J. (2015) Le bien-être de l'enfant : semaine de créativité avec l'UNICEF. [Présentation PowerPoint]


Une question clé est soulevée lorsque nous comparons les taux de satisfaction à l'égard de la vie des enfants dans les pays riches à ceux des adultes dans ces mêmes pays (voir la Figure 1). Le Canada constitue un cas particulier, avec une moyenne de satisfaction à l'égard de la vie relativement faible chez les enfants, mais relativement élevée chez les adultes. Les enfants malheureux ont-ils tendance à devenir des adultes heureux, ou l'enfance au Canada a-t-elle changé dans la mesure où nous élevons des enfants malheureux qui deviendront les adultes malheureux de demain?



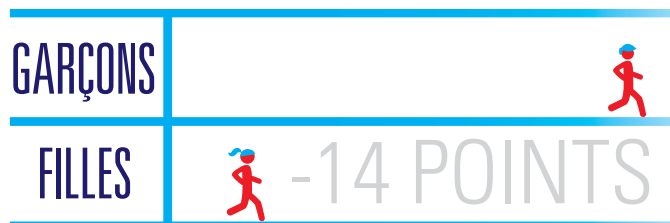
ENCADRÉ 3 : LES GARÇONS ET LES FILLES VIVENT DIFFÉREMMENT LES INÉGALITÉS


Les garçons sont plus susceptibles d'accuser un retard en éducation



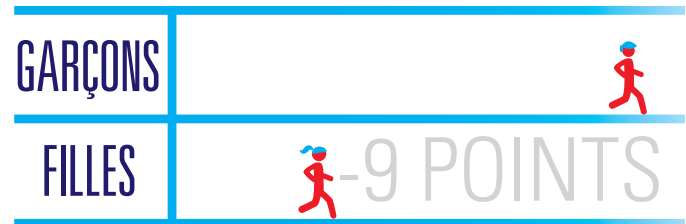
 Les garçons âgés de 15 ans réussissent moins bien que les filles en mathématiques, en lecture et en sciences, et ils sont plus susceptibles de se trouver dans le groupe d'élèves peu performants dans de nombreuses disciplines dans 35 des 39 pays (voir le Bilan Innocenti 13 de l'UNICEF, Figure 13). Dans l'ensemble au Canada, beaucoup moins d'enfants se trouvent dans la zone de « faible réussite scolaire » comparativement à la plupart des pays, et l'écart entre les garçons (désavantage de 7 pour cent) et les filles (désavantage de 5 pour cent) est plus mince (au 9^e rang sur 39 pays). L'écart ne s'est toutefois pas amélioré au fil du temps. Cet écart entre les sexes est demeuré persistant dans la plupart des pays.


Les filles sont plus susceptibles d'accuser un retard en matière de santé



 La Figure 18 du Bilan Innocenti 13 de l'UNICEF illustre l'écart entre les sexes en matière de santé chez les adolescentes et les adolescents. Les filles accusent le plus de retard dans les indicateurs de santé dans l'ensemble des 34 pays. Au Canada, les filles se trouvent 14 points de pourcentage derrière les garçons. Le Canada se classe au 28^e rang sur 34 pays en ce qui concerne l'écart entre les sexes en matière de santé, ce qui constitue l'un des écarts les plus marqués. Cet écart est le plus bas en Israël, à 4 points. Les écarts entre les adolescentes et les adolescents en matière de santé ne sont pas seulement répandus, mais persistants. Depuis 2002, l'écart entre les sexes a augmenté dans dix pays, y compris au Canada. L'adolescence constituant une étape dans le développement de la santé, ces différences risquent de perdurer à l'âge adulte. health, these differences are likely to endure into adulthood.


Les filles sont plus susceptibles d'éprouver une satisfaction moindre à l'égard de la vie



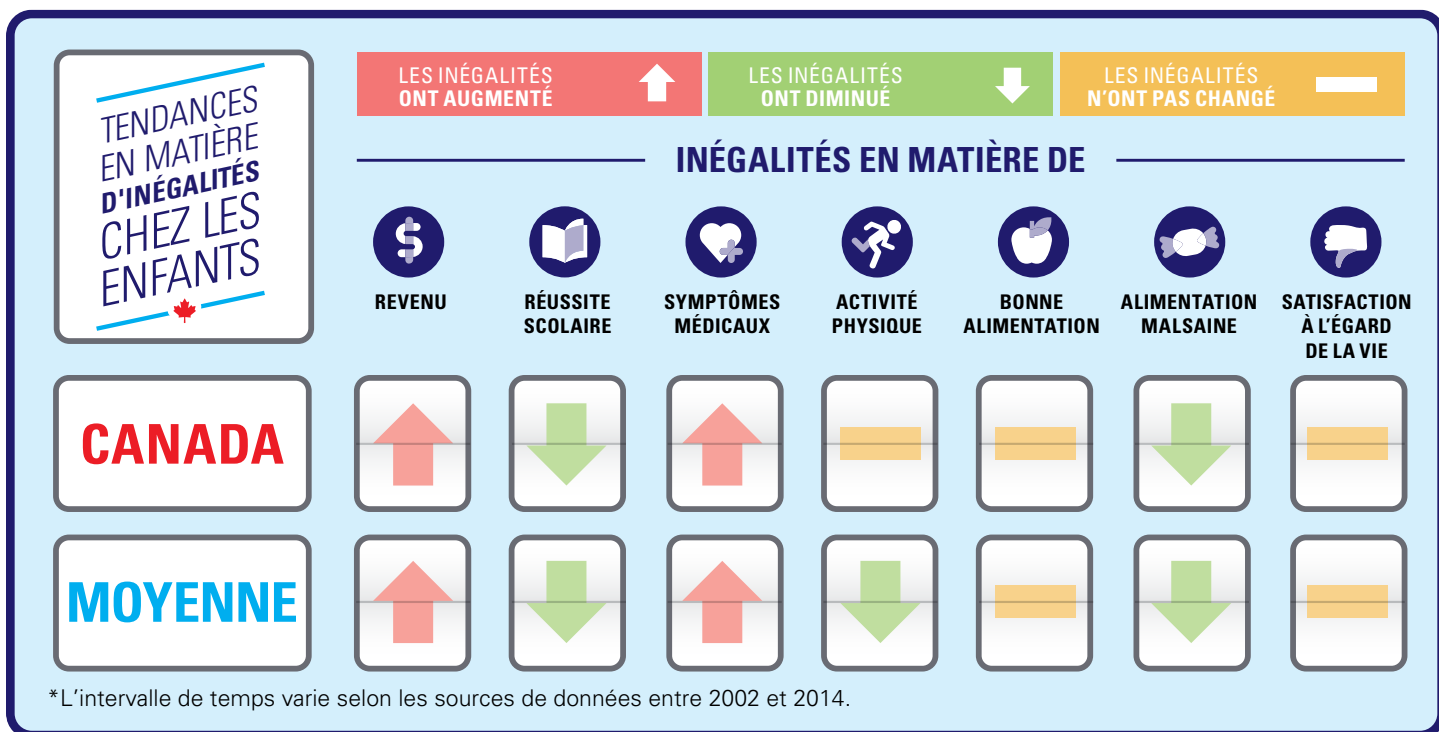
 Dans tous les pays, les adolescentes sont plus susceptibles que les garçons d'accuser un retard en matière de satisfaction à l'égard de la vie, l'écart étant plus marqué à l'âge de 15 ans comparativement à 13 ans presque partout. La France et la Pologne affichent les plus grands écarts entre les sexes à l'âge de 15 ans (15 points de pourcentage); au Canada, l'écart est modéré à 9 points, au 14^e rang sur 29 pays.



CLASSEMENT MOYEN DANS TOUTES LES DIMENSIONS DES INÉGALITÉS

Rang	Pays	Revenu	Éducation	Santé	Satisfaction à l'égard de la vie
1	Danemark	4	8	5	3
2=	Finlande	3	16	6	11
2=	Norvège	1	23	4	8
2=	Suisse	6	20	3	7
5	Autriche	11	21	1	9
6	Pays-Bas	8	30	8	1
7	Irlande	10	9	20	13
8	Estonie	28	3	13	10
9	Slovénie	19	11	16	12
10	Lettonie	32	4	17	6
11	République Tchèque	5	13	9	34
12	Croatie	26	5	12	23
13	Australie	14	24	27	2
14=	Allemagne	12	28	2	29
14=	Grèce	38	18	11	4
14=	Hongrie	21	17	18	15
14=	Royaume-Uni	7	25	19	20
18	États Unis	30	10	14	21
19	le Portugal	33	19	7	18
20	Islande	2	26	31	19
21	Roumanie	41	2	32	5
22	l'Espagne	36	12	10	24
23	Suède	16	29	22	17
24	Malte	20		30	14
25	Lituanie	27	7	25	27
26	Canada 	24	14	24	25
27	Pologne	23	6	33	33
28	France	13	35	23	28
29=	Belgique	22	36	15	30
29=	Luxembourg	9	33	29	32
31	Slovaquie	25	34	21	26
32	Italie	35	22	28	22
33	Bulgarie	40	32	26	16
34	Dinde	29		34	35
35	Israël	37	37	35	31
-	République de Corée	15	15		
-	Chili	31	1		
-	Nouvelle-Zélande	17	31		
-	Japon	34	27		
-	Chypre	18			
-	Mexique	39			

□ s/o □ tiers supérieur □ milieu □ tiers inférieur



Les progrès dans la réduction des écarts en matière de bien-être de l'enfant ont été modestes dans l'ensemble durant la Grande Récession; au Canada, certains écarts se sont creusés, d'autres sont restés stables, et d'autres se sont améliorés. L'aspect où une amélioration notable a été constatée est la réduction de la consommation malsaine de collations et de boissons contenant du sucre ajouté. Ces tendances portent à croire que les enfants ne sont pas protégés des conséquences des inégalités croissantes et qu'ils peuvent même être touchés de manière disproportionnée. Des efforts concertés peuvent cependant avoir un effet positif.

EN QUOI LES INÉGALITÉS DE REVENU ONT-ELLES CHANGÉ?

Dans de nombreux pays riches, les écarts de revenu se sont creusés dans les familles avec des enfants. Les deux tiers de ces pays ont connu une augmentation importante des inégalités pendant la grande récession. Au Canada, en France, en Israël, en Slovaquie et en Suède, les écarts se sont creusés, car les revenus au 10^e percentile de l'échelle ont augmenté plus lentement que les revenus médians. **L'écart de revenu relatif du Canada a augmenté de 3 points, à 53 pour cent**, laissant les plus démunis loin derrière. Cela donne à penser que les prestations de revenu, l'imposition et les services n'ont pas suffi à compenser l'augmentation de l'inégalité du revenu du marché.

Seuls les pays de l'Europe de l'Est et du sud de l'Europe frappés par la crise économique ont connu une augmentation plus importante de l'écart de revenu relatif, supérieure à 5 points

de pourcentage. Dans ces pays, le revenu familial médian des enfants a diminué, mais le revenu au 10^e percentile a chuté beaucoup plus, laissant les enfants les plus démunis loin derrière. Seulement quatre pays, à savoir la République tchèque, la Finlande, la Corée et la Suisse, ont affiché une diminution positive ou progressive de l'écart : les revenus, tant au 10^e percentile qu'au niveau médian, ont augmenté, bien que ceux au 10^e percentile aient augmenté plus rapidement.

EN QUOI LES INÉGALITÉS EN MATIÈRE D'ÉDUCATION ONT-ELLES CHANGÉ?

Malgré l'accroissement des inégalités de revenu, les deux tiers des pays riches ont réussi à réduire celles en matière de réussite scolaire⁶ tout en améliorant les résultats médians. **Le Canada est le seul pays à avoir affiché une diminution des inégalités au sens négatif, par une baisse des scores médians. Seulement un quart des pays riches, dont le Canada, ont affiché une augmentation du désavantage scolaire absolu**; les autres ont réussi à réduire la proportion d'enfants en désavantage (le pourcentage d'enfants sous le niveau 2 de compétence PISA dans les trois matières). **Le Canada se classe au 31^e rang sur 41 pays, avec une augmentation passant de 5 pour cent à 6 pour cent des enfants**. Cette fois encore, la tendance est négative, mais pas au point d'éroder un rendement relativement bon. Au Canada, les écarts croissants en matière de santé et de revenu entre les enfants peuvent avoir une incidence sur l'égalité de la réussite scolaire, après de nombreuses années de désavantage socioéconomique amorties par le système d'éducation.

EN QUOI LES INÉGALITÉS EN MATIÈRE DE SANTÉ ONT-ELLES CHANGÉ?

L'indice d'inégalité entre les enfants de l'UNICEF mesure les écarts dans les symptômes médicaux autodéclarés chez les enfants.

Trois autres marqueurs de la santé de l'enfant, à savoir l'activité physique, une alimentation saine et une mauvaise alimentation, donnent une image plus complète du changement dans la santé des enfants et de leurs comportements liés à la santé. Ces indicateurs sont mesurés à l'adolescence et excluent certains marqueurs importants de la santé du jeune enfant, dont la mortalité et l'insuffisance pondérale à la naissance. Leur valeur réside dans ce qu'ils nous révèlent à propos des inégalités accumulées dans les conditions de vie des enfants, lesquelles sont susceptibles de prédire la santé future de la population canadienne.

Au Canada, il y a des écarts importants entre les enfants dans tous les indicateurs de santé. Certains des écarts les plus marqués (dans la mauvaise alimentation, l'alimentation saine et l'activité physique) sont toutefois inférieurs à ceux observés dans de nombreux pays pairs. D'autre part, il y a un plus petit écart entre les enfants du Canada en ce qui concerne les symptômes médicaux autodéclarés, mais il est plus important (par une faible marge) que dans la plupart des pays pairs. La complexité des facteurs d'inégalité en matière de santé est mise en évidence par le fait que la majorité des pays riches ont connu des inégalités croissantes dans certains résultats liés à la santé, mais des inégalités réduites dans d'autres. **L'écart dans les problèmes de santé chez les enfants s'est creusé au Canada; dans d'autres domaines, cependant, les écarts se sont stabilisés (activité physique et alimentation saine) ou ont diminué (mauvaise alimentation).** L'Espagne et les États-Unis sont les seuls pays qui ont réduit les inégalités en matière de santé dans l'ensemble des quatre dimensions. La plupart des pays se situent dans la moitié supérieure pour certains indicateurs et dans la moitié inférieure pour d'autres. Il est difficile de tirer des conclusions générales sur la raison précise pour laquelle des pays se retrouvent en tête ou au bas des classements dans ces quatre indicateurs de santé.

Une chose est claire : une amélioration globale dans la santé sera difficile à obtenir à défaut de combler les lacunes. Les moyennes nationales sont fortement corrélées à l'importance des écarts dans ces mesures liées à la santé (Chzhen et coll., 2016a). Plus les écarts sont creusés dans les indicateurs de santé, pires sont les moyennes générales. Les enfants sont plus susceptibles de signaler de fréquents symptômes de mauvaise santé, et il y a des moyennes inférieures d'activité physique et de saine alimentation, et des moyennes supérieures de mauvaise alimentation, dans les pays qui présentent également des inégalités plus marquées dans ces mesures. La relation entre l'étendue des inégalités et le niveau moyen relativement à la mauvaise alimentation est particulièrement puissante (voir le Bilan Innocenti 13 de l'UNICEF, Figure 19). **L'écart dans les symptômes médicaux autodéclarés s'est creusé dans la plupart des pays, y compris au Canada** (voir le Bilan

Innocenti 13, Figure 14). Au Canada, l'écart a augmenté de 3 points de pourcentage, à 29 pour cent, car les enfants au bas de l'échelle ont perdu plus de terrain que ceux situés au milieu. En revanche, les plus importantes augmentations dans les inégalités (d'au moins 6 points de pourcentage) ont été observées en Irlande, à Malte, en Pologne et en Slovaquie. Les risques d'accuser un retard en matière de santé ne sont pas les mêmes pour tous les enfants. Dans la majorité des pays, ceux qui vivent dans des familles moins aisées ont les plus mauvais résultats en santé (Chzhen et coll., 2016b). La disparité entre les sexes est toutefois plus répandue et persistante que celle liée au revenu (voir Encadré 3).

Les écarts croissants donnent à penser que la vie devient plus difficile pour les enfants les plus exclus au fur et à mesure que les inégalités sociales se creusent, et cela se reflète dans leur santé tant physique que mentale.

Les inégalités en matière d'activité physique ont diminué dans la majorité des pays et sont restées stables au Canada. Bien que l'écart demeure important au Canada à 47 points de pourcentage, il n'est pas très éloigné de l'écart le plus mince en Finlande (43 pour cent). La Finlande, la France, Malte, la Norvège et l'Espagne affichent des réductions prononcées de 6 points de pourcentage et plus dans les inégalités (voir le Bilan Innocenti 13 de l'UNICEF, Figure 15). Une activité physique régulière est importante pour le bien-être des adolescentes et des adolescents. Les enfants ont rapporté le nombre de jours au cours de la semaine précédente où ils ont pratiqué une activité physique pendant au moins 60 minutes par jour, comme le recommande l'Organisation mondiale de la Santé⁷. Les réponses des enfants s'étendaient sur une échelle de 0 à 7 jours par semaine. L'enfant canadien « moyen » fait 60 minutes d'activité physique, cinq jours par semaine, mais les enfants au bas de l'échelle de distribution n'en font que trois jours par semaine. En moyenne, un enfant canadien sur cinq satisfait aux recommandations d'activité quotidienne. **Les inégalités en matière de saine alimentation et de consommation de fruits et de légumes n'ont diminué que dans un tiers des pays. Elles sont demeurées stables dans un tiers des pays, y compris au Canada** (à 46 pour cent) et ont augmenté dans six autres nations (voir le Bilan Innocenti 13 de l'UNICEF, Figure 16). L'écart au Canada est inférieur à l'écart moyen, mais il est encore très marqué. Les écarts qui ont le plus diminué (d'au moins 6 points de pourcentage) ont été observés à Malte, en Hongrie, au Danemark, en Norvège et en Espagne. La persistance des écarts en matière d'activité physique et de soins de santé est probablement liée à des niveaux persistants de pauvreté.

⁷ L'étude sur les comportements de santé des enfants d'âge scolaire définit l'activité physique comme « toute activité qui augmente notre rythme cardiaque et nous essouffle parfois ». Cette définition est conforme aux Directives canadiennes en matière d'activité physique pour les enfants et les jeunes âgés de 5 à 17 ans.



Les inégalités en matière de mauvaise alimentation et de consommation de collations et de boissons à haute teneur en sucre ajouté varient considérablement, mais elles ont diminué dans la plupart des pays, y compris au Canada.

Une consommation excessive de sucre ajouté dans les aliments et les boissons est souvent liée à une mauvaise santé – mauvaise santé dentaire, obésité et diabète. Les enfants ont indiqué à quelle fréquence au cours de la semaine précédente ils avaient consommé des confiseries (bonbons ou chocolat) et des colas ou autres boissons gazeuses contenant du sucre. La majorité des pays, soit 25 sur 34, ont réduit d’au moins 2 points de pourcentage les inégalités en matière de mauvaise alimentation (voir le Bilan Innocenti 13 de l’UNICEF, Figure 17). Cela s’est produit dans tous les cas parce que le taux de consommation au bas de l’échelle s’est amélioré davantage que celui au milieu, ce qui constitue un scénario progressif. Les Pays-Bas, la Slovénie et l’Islande ont considérablement réduit l’écart par plus de 17 points de pourcentage. **L’écart au Canada a diminué d’un bon 10 points, à 58 pour cent; cela représente la tendance positive la plus marquée au Canada dans tous les indicateurs mesurés dans le Bilan Innocenti 13.** L’Islande affiche l’écart le plus mince, à 45 pour cent.

L’écart relatif en matière de mauvaise alimentation a diminué dans plus de pays, et par une plus grande marge, que dans tout autre indicateur lié à la santé de ce bilan, mais à partir d’une base plus élevée. Néanmoins, au Canada comme dans la plupart des pays, l’écart des inégalités au bas de l’échelle en matière de mauvaise alimentation est plus marqué que les écarts dans les trois autres

indicateurs de santé. Malgré la diminution de l’écart, le poids malsain chez les enfants canadiens (un garçon sur trois et une fille sur quatre) demeure toujours élevé, ce qui met en évidence la nécessité de mesures plus concertées pour mettre des aliments sains à la portée des enfants.

EN QUOI LES INÉGALITÉS EN MATIÈRE DE SATISFACTION À L’ÉGARD DE LA VIE ONT-ELLES CHANGÉ?

Les inégalités en matière de satisfaction à l’égard de la vie sont restées stables dans la plupart des pays, y compris au Canada. L’indice de bien-être de l’enfant 2013 de l’UNICEF révèle que la satisfaction « générale » des enfants à l’égard de la vie a diminué davantage au Canada que dans la plupart des pays pairs au cours de la dernière décennie, et figure parmi les niveaux les plus bas, au 24^e rang sur 29 nations. Cela peut expliquer pourquoi l’écart relatif dans la satisfaction à l’égard de la vie ne s’est pas creusé, si le milieu et le bas de l’échelle ont tous deux diminué. Comme cela a coïncidé avec une augmentation des inégalités de revenu globales au Canada, la question se pose :

la satisfaction des enfants à l’égard de la vie n’est-elle pas un signe avant-coureur à prendre au sérieux?

ENCADRÉ 4 : LES ENFANTS REMARQUENT-ILS QU’ILS SONT INÉGAUX?

Les données relatives à la satisfaction à l’égard de la vie et aux symptômes médicaux portent à croire que les importantes inégalités sociales affectent le sentiment de bien-être des enfants. Dans les pays riches, la pauvreté prive certains enfants des conditions de vie de base, mais il s’agit plus souvent d’un problème de relativité : avoir accès à moins de ressources matérielles et être exclus d’activités jugées « normales ». Les adolescentes et les adolescents appréhendent le monde par rapport à leurs pairs (Toczydlowska et coll., 2016). De plus, des cultures ou sociétés différentes façonnent différemment les attentes des enfants. Certaines cultures « inculquent » aux enfants d’être satisfaits de ce qu’ils ont, tandis que d’autres jugent plus important de viser plus haut, y compris d’atteindre un statut socioéconomique plus élevé. Certains enfants sont plus enclins à se comparer à leurs pairs au sein de leur communauté, contrairement à d’autres qui aspirent à la célébrité ou à une grande richesse.

De plus grandes inégalités de revenu semblent liées à une concurrence et à un sentiment d’anxiété accrus (Pickett et Wilkinson, 2007). La qualité des relations paraît moins bonne dans les sociétés plus inégales, ce qui inclut davantage d’intimidation et des relations plus difficiles entre les enfants et leurs parents. Ces problèmes relationnels ont été attribués aux conséquences psychologiques des inégalités ainsi qu’à la dégradation de la confiance et de la coopération sociales (Elgar et Aitken, 2011). Les enfants peuvent absorber le stress dans les familles qui luttent pour joindre les deux bouts ou qui se battent pour réussir. Les inégalités peuvent être perçues même par de très jeunes enfants et se traduisent par une réaction de stress qui semble entraver leur développement cognitif et social.

Une étude récente suggère qu’il existe une augmentation générationnelle de l’anxiété et de la dépression depuis que les enfants sont devenus plus axés sur l’obtention d’un revenu et d’un statut supérieurs et d’une meilleure apparence, ce qui fait écho à un changement culturel plus général vers le matérialisme et la concurrence (Gray, 2010). La diminution du temps libre et non structuré pour jouer et apprendre et une pression accrue pour réussir sur le plan scolaire et économique peuvent expliquer les taux croissants d’anxiété chez les enfants⁸ (Shaw et coll., 2015). En même temps, la vie moderne ne génère pas de réseaux sociaux aussi vastes et étroits autour des enfants. Les populations autochtones et racialisées ont aussi décrit à quel point les enfants intériorisent la discrimination dès leur plus jeune âge.

Un sondage d’opinion a révélé que les Canadiennes et les Canadiens s’inquiètent de voir le Canada « devenir une société de gagnants et de perdants » et de pouvoir s’assurer que leurs enfants se trouvent « du bon côté de l’écart » (CCPA, 2006). Ils craignent que leurs enfants soient la première génération à moins bien réussir que leurs parents. De nombreuses familles se sont adaptées en retardant le moment où elles auraient des enfants, en ayant moins d’enfants et en augmentant leur charge de travail.

Lorsque l’enfance devient un sport de compétition ou un luxe inabordable, il y a forcément des répercussions sur le sentiment de bien-être des enfants.



⁸ Il existe une corrélation positive entre les classements d’un pays dans l’indice de bien-être de l’enfant de l’UNICEF et les cotes de classement mesurant le degré de liberté des enfants pour voyager et jouer sans la surveillance d’un adulte; les pays qui affichent des degrés plus élevés de mobilité indépendante sont aussi plus susceptibles, en moyenne, d’avoir des degrés supérieurs de bien-être, bien que d’autres facteurs connexes puissent expliquer cela (Shaw et coll., 2015).

Regard sur les dimensions de l'inégalité

Le revenu familial, l'éducation, la santé et la satisfaction à l'égard de la vie des enfants constituent, en quelque sorte, des aspects interdépendants de leur vie. Une situation désavantageuse dans une dimension peut renforcer ou donner lieu à un désavantage dans une autre. Les tableaux de classement du Bilan Innocenti 13 de l'UNICEF mesurent les écarts dans les aspects de la vie des enfants indépendants du revenu. Mais, si le revenu prédit fortement les possibilités des enfants dans la vie, et sachant que les inégalités de revenu augmentent au Canada, nous pouvons nous attendre à observer des inégalités croissantes dans les résultats des enfants. Certaines de ces relations sont plus claires que d'autres au bas de l'échelle de distribution. De nouvelles preuves indiquent que les inégalités de revenu influent sur le bien-être de l'enfant, peut-être autant, voire plus, que le niveau de revenu familial ou national. Bien que de nombreuses questions demeurent, il est probable que les inégalités de revenu revêtent une importance croissante dans l'influence sur le bien-être de l'enfant.

EN QUOI LE REVENU IMPORTE-T-IL?

Comme dans la plupart des pays riches, le risque de pauvreté chez les enfants au Canada est plus élevé que pour tout autre groupe. La vie au bas de l'échelle ne signifie pas uniquement avoir un revenu inférieur, mais aussi accuser un retard à l'école, être malade, avoir une mauvaise alimentation, adopter davantage de comportements à risque, avoir des relations difficiles et avoir une satisfaction moindre à l'égard de la vie. Le taux de pauvreté relative de l'enfant influe grandement sur les résultats concernant son bien-être (Toczydlowska et coll., 2016). Alors qu'un enfant vivant dans la pauvreté est plus susceptible d'avoir une vie difficile, **les pays qui affichent des taux élevés de pauvreté chez les enfants ont aussi tendance à avoir un plus faible bien-être général chez ces derniers**. Les pays, en particulier, où la pauvreté est plus relative, y compris le Canada, ont tendance à avoir des taux plus élevés de mortalité chez les nourrissons et d'insuffisance pondérale à la naissance, des taux moins élevés de vaccination, un nombre moins élevé de jeunes engagés dans une formation plus poussée, un plus grand nombre d'enfants en surpoids et des relations plus difficiles entre pairs (Pickett et Wilkinson, 2007). En d'autres termes, **certains enfants tirent beaucoup plus de l'arrière comparativement à la moyenne, et moins d'enfants réussissent**.

EN QUOI LES INÉGALITÉS AU BAS DE L'ÉCHELLE IMPORTENT-ELLES?

Les inégalités de revenu étant à la hausse dans la plupart des pays riches (OCDE, 2015), l'accent mis sur la pauvreté des enfants doit être élargi afin d'aborder de nouveaux problèmes, y compris jusqu'à quel point les inégalités de revenu global peuvent davantage influencer sur les chances qu'ont les enfants

d'avoir des possibilités égales dans la vie et de grandir à l'abri de la pauvreté, et en quoi les résultats de tous les enfants peuvent être affectés (OCDE, 2011).

La mesure des inégalités de revenu de l'UNICEF nous renseigne sur un aspect différent de la pauvreté de l'enfant; elle mesure « jusqu'où » les enfants les plus démunis – dans le 10 pour cent inférieur de l'échelle de distribution du revenu – se situent loin derrière la moyenne. **Les pays qui affichent de plus grandes inégalités de revenu au bas de l'échelle ont aussi tendance à afficher un bien-être général inférieur chez les enfants** (voir le Bilan Innocenti 13 de l'UNICEF, Figure 8). Ces pays ont tendance à se situer plus bas dans l'indice de bien-être de l'enfant de l'UNICEF (Toczydlowska et coll., 2016). **Il n'est pas étonnant que le Canada se classe près du milieu en ce qui concerne les inégalités de revenu au bas de l'échelle et au milieu pour ce qui est du bien-être général de l'enfant**.

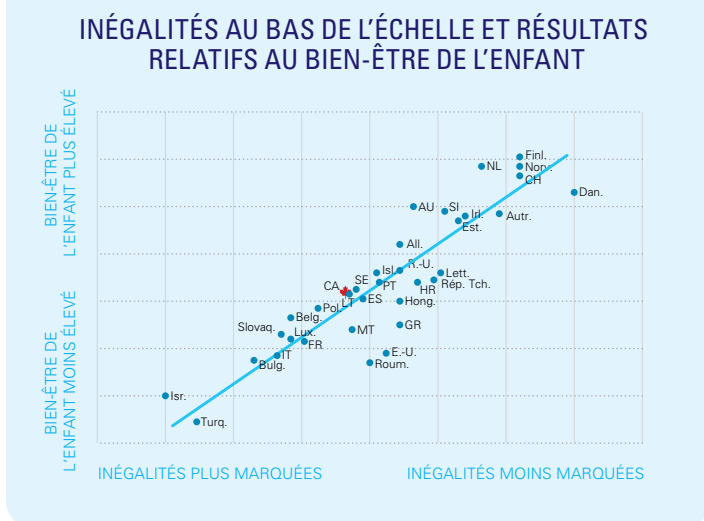
L'indice d'inégalité entre les enfants de l'UNICEF apporte un autre point de vue sur les inégalités entre ces derniers : **les pays qui affichent une plus grande égalité globale dans le bien-être de l'enfant ont également tendance à être mieux cotés dans son bien-être général**. En fait, **de plus petits écarts dans la santé, l'éducation et la satisfaction à l'égard de la vie sont associés à de meilleurs résultats généraux dans ces domaines**. En d'autres termes, les pays qui affichent des inégalités moins marquées au bas de l'échelle dans le bien-être de l'enfant ont moins d'enfants qui vivent dans la pauvreté, moins d'enfants avec de très faibles résultats scolaires, moins d'enfants qui rapportent de fréquents problèmes de santé et moins d'enfants qui disent éprouver une très faible satisfaction à l'égard de la vie (voir le Bilan Innocenti 13 de l'UNICEF, Figures 1 à 4). Un groupe constant de pays, à savoir les pays nordiques, les Pays-Bas et la Suisse, limite les inégalités et atteint un bien-être général élevé; certains autres pays, comme les États-Unis et le Chili, constituent en revanche des exceptions notables. **L'égalité ne doit pas être obtenue au détriment de la réussite absolue** (voir le Bilan Innocenti 13 de l'UNICEF, Figure 30).

There is a consistent group of countries (Nordic countries, the Netherlands and Switzerland) that limit inequality and achieve high overall well-being – and some notable exceptions such as the U.S. and Chile.

EN QUOI LES INÉGALITÉS GÉNÉRALES IMPORTENT-ELLES?

Si les inégalités de revenu au bas de l'échelle semblent limiter le bien-être des enfants de différentes façons, en quoi les inégalités dans toute l'échelle de distribution des revenus, du haut jusqu'au bas, pourraient-elles influencer sur leur bien-être? Si

Figure 2 : (tirée de la fig. 30 du Bilan Innocenti 13 de l'UNICEF)

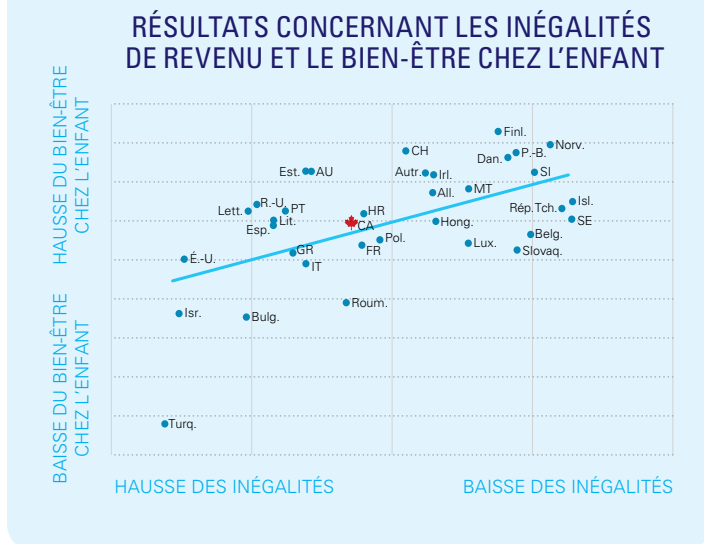


un nombre relativement restreint de personnes sont relativement très aisées, en quoi cela pourrait-il créer des enfances plus difficiles et pour qui? La réponse est importante, car les mesures politiques qui ciblent la pauvreté, comme les prestations de revenu et les transferts aux familles à faible revenu, peuvent ne pas être les mêmes que celles qui ciblent les inégalités, comme des taux d'imposition supérieurs sur les revenus élevés. Une préoccupation quant à l'importance des revenus du un pour cent des personnes les plus riches peut sembler avoir peu à voir avec la façon dont les enfants des 99 autres pour cent se portent. Il peut sembler plus important de se concentrer sur les inégalités au bas de l'échelle ou sur le territoire traditionnel défini par « la pauvreté ». En fait, tous sont d'importants indicateurs du bien-être et des perspectives des enfants. La pauvreté, les inégalités au bas de l'échelle et les inégalités plus générales semblent toutes compromettre le bien-être des enfants.

Les pays qui affichent une plus grande égalité de revenu global, du haut en bas de toute l'échelle de revenu, ont tendance à limiter les écarts dans le bien-être de l'enfant et à minimiser les effets néfastes sur son bien-être. La Figure 31 du Bilan Innocenti 13 de l'UNICEF illustre la relation entre la proportion moyenne d'enfants au bas de l'échelle de nos quatre domaines de bien-être et les inégalités de revenu global. **Le Canada affiche des inégalités de revenu global modérées ainsi que des résultats modérés concernant le bien-être de l'enfant.**

Les épidémiologistes britanniques Kate Pickett et Richard Wilkinson suggèrent qu'il existe un lien entre les inégalités de revenu global et les degrés moyens de bien-être général de l'enfant (Pickett et Wilkinson, 2015). Ils ont constaté que les pays riches qui affichent d'importantes inégalités de revenu ont tendance à avoir des enfants en moins bonne santé, y compris des taux plus élevés de mortalité chez les nourrissons,

Figure 3 : (tirée de la fig. 31, du Bilan Innocenti 13 de l'UNICEF)



d'insuffisance pondérale à la naissance, d'enfants en surpoids et de certains comportements à risque, comme l'intimidation; des degrés inférieurs de satisfaction à l'égard de la vie; moins d'enfants engagés dans une formation plus poussée; et des classements inférieurs dans l'indice de bien-être de l'enfant de l'UNICEF. En fait, les écarts dans le bien-être de l'enfant sont plus étroitement liés aux inégalités de revenu global qu'aux niveaux moyens de revenu (Pickett et Wilkinson, 2015). Les pays qui ont connu les plus importantes augmentations des inégalités de revenu avaient aussi tendance à avoir les plus grandes diminutions du bien-être moyen des enfants (Pickett et Wilkinson, 2015). Une étude canadienne a également révélé que les inégalités de revenu croissantes ont contribué à une moins bonne santé en ce qui concerne, notamment, la santé mentale, les symptômes médicaux physiques et mentaux, l'obésité, la mortalité et d'autres aspects du bien-être de l'enfant. Au cours de la dernière décennie, les inégalités de revenu peuvent avoir à la fois détérioré la santé des adolescentes et des adolescents en général, et intensifié les inégalités en ce qui concerne leur santé et leur satisfaction à l'égard de la vie (Elgar et Aitken, 2015).

La mesure dans laquelle le statut socioéconomique (SSÉ) de la famille d'un enfant prédit les résultats de ce dernier dans l'éducation, la santé et la satisfaction à l'égard de la vie a longtemps été un sujet d'étude au Canada et dans les autres pays riches. Le Bilan Innocenti 13 de l'UNICEF montre que le SSÉ influe fortement sur les inégalités en matière d'activité physique, de saine alimentation et de satisfaction à l'égard de la vie⁹. Les écarts dans les symptômes médicaux et la mauvaise alimentation ne sont pas aussi fortement liés au SSÉ, mais les enfants du groupe ayant le SSÉ le plus bas sont plus susceptibles de tirer de l'arrière que les enfants dont le SSÉ est le plus élevé (Chzhen et coll., 2016b).

⁹ Les études sur les inégalités en matière de santé ont tendance à se concentrer sur le gradient socioéconomique dans le résultat « moyen » d'un indicateur de santé en particulier plutôt que sur la dispersion des résultats pour cet indicateur, comme dans le Bilan Innocenti 13 de l'UNICEF.

SAINE ALIMENTATION

L'écart le plus marqué entre les enfants en bas et en haut de l'échelle de SSÉ est observé dans la saine alimentation, avec 20 points de pourcentage, en particulier au Canada et au Royaume-Uni, où l'écart s'est creusé (voir le Bilan Innocenti 13 de l'UNICEF, Figure 26). Le Canada se classe au 32^e rang sur 34 pays relativement à l'importance de cet écart. Neuf pays ont réussi à réduire l'écart à moins de 10 points, le plus petit étant de 3 points. Au Canada, l'écart peut être expliqué par le coût des fruits et des légumes pour les familles démunies, par leur manque de disponibilité dans de nombreux quartiers et communautés autochtones à faible revenu et par l'absence d'un programme national de cantine scolaire.

ACTIVITÉ PHYSIQUE

Les écarts les plus minces en matière d'activité physique entre les enfants en bas et en haut de l'échelle de SSÉ (moins de 10 points) sont observés au Portugal et en Finlande (voir le Bilan Innocenti 13 de l'UNICEF, Figure 25). Le Canada se classe au milieu, au 17^e rang sur 34 pays, avec un écart de 13 points. Le gradient social relatif à l'activité physique s'est creusé au fil du temps dans six pays et est resté stable au Canada.

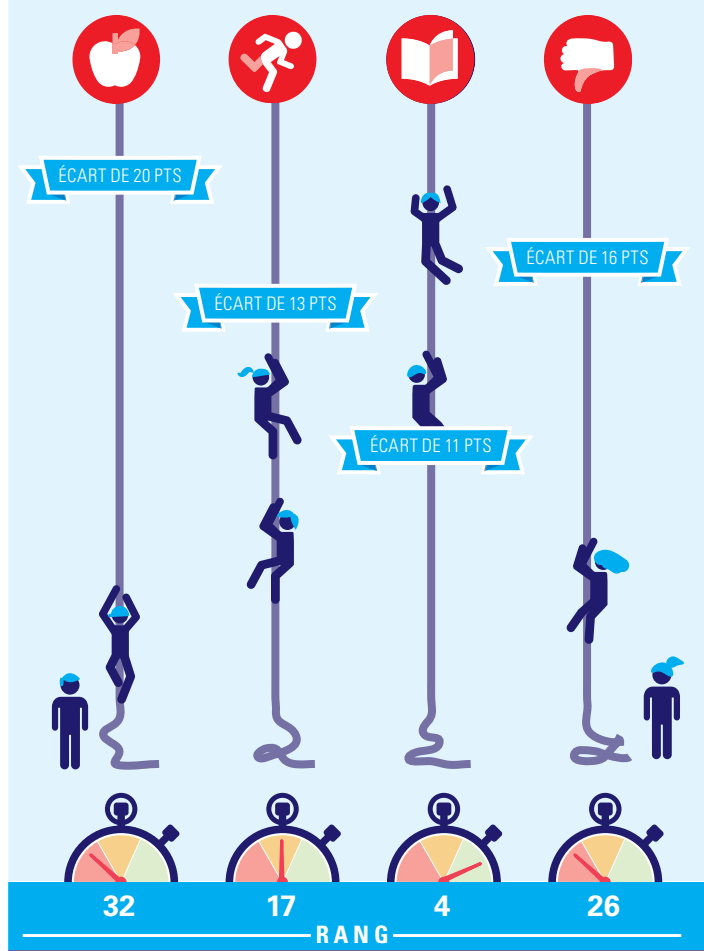
RÉUSSITE SCOLAIRE

Dans tous les pays riches, les élèves au SSÉ le moins élevé sont plus susceptibles de se retrouver dans le groupe au bas de l'échelle de réussite scolaire que ceux ayant le SSÉ le plus élevé (voir le Bilan Innocenti 13 de l'UNICEF, Figure 27). Les élèves au SSÉ le moins élevé étaient en moyenne 18 pour cent plus susceptibles de se retrouver dans le groupe au bas de l'échelle de réussite que ceux ayant le SSÉ le plus élevé. L'écart varie de 4 à 46 points. Le Canada a l'un des plus petits écarts en matière de réussite scolaire, à 11 points, et se classe au 4^e rang sur 39 pays, ce qui indique que les effets puissants du SSÉ peuvent être contrés au moyen de services et de systèmes solides. En ce qui concerne le bassin de la population étudiante immigrante, le Canada a également plus réduit que la plupart des pays la probabilité que ces élèves soient désavantagés en matière de réussite scolaire; toutefois, les enfants ayant un SSÉ plus bas, les enfants immigrants et les garçons se trouvent de façon disproportionnée dans le groupe affichant le moins bon rendement (Bruckauf, 2016).

SATISFACTION À L'ÉGARD DE LA VIE

Dans tous les pays riches, les enfants au SSÉ le moins élevé sont plus susceptibles de se trouver au bas de l'échelle de satisfaction à l'égard de la vie, bien que les écarts varient considérablement entre les pays (voir le Bilan Innocenti 13 de l'UNICEF, Figure 24). L'écart le plus mince est de 4 points, et huit pays ont réussi à réduire l'écart à 10 points ou moins. Au Canada, l'écart SSÉ en matière de satisfaction à l'égard de la vie est important à 16 points, au 26^e rang sur 34 pays. Parmi les pays les plus riches, seuls les États-Unis et le Luxembourg ont un écart plus marqué.

INÉGALITÉS ENTRE LES ENFANTS EN BAS ET EN HAUT DE L'ÉCHELLE DE SSÉ AU CANADA



Les adultes ont toujours dit que j'avais du potentiel, que je serai la seule à m'en sortir, comme si nous vivions dans une sorte de système carcéral. Pourquoi ou comment pourrais-je être la seule à m'en sortir? Comment peut-on espérer s'en sortir alors que c'est tout ce qu'on connaît de la vie? Et je peux vous dire que je n'étais pas la seule à éprouver ce sentiment. J'ai donc fui. J'ai fui les choses qui me font du mal parce que, honnêtement, qui voudrait de cette vie-là?

Savanna, âgée de 20 ans

Pris dans l'écart

La situation des enfants dans le gradient socioéconomique à leur naissance façonne leurs possibilités et a une forte influence sur leurs résultats. Les inégalités se manifestent très tôt dans l'enfance. Lorsque les enfants entrent à l'école, certains des écarts entre eux sont mesurables. Dans les dimensions que sont le développement du jeune enfant, la santé, la réussite scolaire, l'exposition à la violence, la discrimination et de nombreux autres aspects de leur vie, certains enfants vivent à l'extrémité la plus défavorisée de l'échelle, et d'autres au sommet, et ils tendent à y rester. Grandir au bas du gradient augmente le risque d'avoir un plus faible revenu, une moins bonne santé et moins de compétences à l'âge adulte. Cela occasionne des coûts en matière de soins de santé, de rattrapage scolaire, de justice, d'aide sociale et d'assurance-emploi. Plus ces coûts sont élevés, moins il y a de ressources pour investir dans le développement « positif », et moins d'enfants obtiennent les résultats observés dans les pays les mieux classés dans l'indice de l'UNICEF.

Aux États-Unis, une étude effrayante suggère que « même les enfants pauvres qui font tout comme il faut ne réussissent pas beaucoup mieux que les enfants riches qui font tout de travers » (O'Brien, 2014). Les familles riches peuvent investir davantage dans les enfants et générer des écarts dans les résultats qui sont plus prononcés en matière d'inégalités

croissantes de revenu, de la santé prénatale et de l'alimentation d'une mère, de dépenses pour les services de garde, de l'enrichissement développemental et ludique, et de relations et attentes sociales. À la mi-2000, les dépenses annuelles par enfant dans les familles américaines situées dans le cinquième inférieur de l'échelle de distribution de revenu s'élevaient en moyenne à 1 300 dollars US, comparativement à 9 000 dollars pour les familles situées dans le cinquième supérieur de l'échelle (OCDE, 2015). Beaucoup considèrent que l'écart d'investissement « privé » dans l'enfant contribue aux inégalités globales (Keeley, 2016).

Certains croient que les inégalités de revenu constituent une mesure de « résultat » et que, tant et aussi longtemps qu'il existe des possibilités égales de s'élever dans l'échelle des revenus, c'est de bonne guerre. La distinction n'est toutefois pas très appropriée en ce qui concerne les enfants. Les écarts précoces entre ces derniers en matière de santé, d'éducation et de satisfaction à l'égard de la vie façonnent leurs possibilités de devenir tout ce qu'ils peuvent être, et sont fortement influencés par les conditions dans lesquelles ils sont nés, plutôt que par le genre de choix ou de concurrence justifié comme étant le processus par lequel les adultes transforment « l'égalité des possibilités » en résultats.





La « mobilité sociale » est souvent considérée comme une mesure de l'égalité des possibilités : dans quelle mesure et jusqu'à quel point les enfants peuvent-ils s'élever dans l'échelle des revenus au cours de leur vie ou à partir de l'échelon où se trouvent leurs parents? Selon Miles Corak, « ce genre de mobilité, la capacité des enfants de devenir tout ce qu'ils peuvent être sans égard à leur point de départ dans la vie, constitue le fondement de l'équité » (Corak, 2016). Le degré de difficulté de la mobilité sociale varie d'un pays à l'autre. Actuellement, la mobilité sociale du Canada est modérée comparativement à nos pays pairs (Corak, 2016). Être né en haut ou au bas de l'échelle de distribution des revenus ne constitue pas un écart aussi marqué ou immuable au Canada, en partie parce que les politiques en matière d'éducation publique, de santé et de prestations familiales réduisent les désavantages dans une certaine mesure. Pourtant, près d'un tiers des enfants à faible revenu grandiront et vivront avec un faible revenu, et un tiers des enfants à revenu élevé resteront riches (Corak, 2006). La mobilité sociale est généralement plus marquée dans les sociétés égales qui affichent aussi un degré supérieur de bien-être général chez les enfants et des écarts moindres dans leur bien-être.

L'augmentation des inégalités de revenu est susceptible de réduire la mobilité sociale vers le haut et vers le bas de l'échelle, car les possibilités sont réparties de manière moins équitable

entre les enfants (Corak, 2013a). L'élargissement des inégalités au sommet de l'échelle peut également réduire le consensus social à investir dans les services publics et les avantages qui peuvent être assurés ou achetés en privé par les riches, comme les soins et les programmes de développement du jeune enfant. Il est possible qu'à l'avenir la mobilité sociale s'amointrisse, et que davantage d'enfants restent plus près de leur situation actuelle sur l'échelle socioéconomique. Les pauvres pourraient être plus susceptibles de rester pauvres et les riches de rester riches, une plus grande distance les séparant.

Le Bilan Innocenti de l'UNICEF établit clairement que les enfants au Canada ne bénéficient pas de possibilités égales. Une mobilité sociale élevée nous renseigne sur l'équité dans la concurrence en matière de revenu, mais qu'elle ne constitue pas un indicateur approprié du bien-être des enfants. Une bonne politique publique ne doit pas être fondée sur la prédiction que les enfants qui accusent dès le début un retard en matière de revenu, de santé et d'attentes devront lutter plus longtemps et plus durement pour s'élever dans l'échelle de distribution. Elle doit plutôt être basée sur la création des meilleures conditions possible, afin que tous les enfants puissent devenir tout ce qu'ils peuvent être.



ENCADRÉ 5 : LA STAGNATION DANS LE DÉVELOPPEMENT COGNITIF DES ENFANTS : LES CONCLUSIONS DE L'ÉTUDE DE COHORTE DU MILLÉNAIRE DU ROYAUME-UNI

Dès l'âge de trois ans, les enfants issus de milieux plus aisés ont tendance à obtenir de meilleurs résultats dans les tests cognitifs (Hansen et Joshi, 2007). À l'âge de cinq ans, les enfants de familles à faible revenu sont près de trois fois plus susceptibles que leurs pairs de familles non démunies de se trouver dans les 10 pour cent inférieurs dans les résultats des tests. Les enfants qui vivent dans des familles pauvres (43 pour cent) sont deux fois plus susceptibles de rester coincés là où ils se trouvent dans l'échelle de distribution que les enfants de familles non pauvres (28 pour cent). La plupart des enfants pauvres et non pauvres qui se sortent du décile inférieur ne s'élèvent que d'un décile ou deux en ce qui a trait à leurs résultats aux tests cognitifs. Il y a donc une situation stagnante pour tous les enfants qui obtiennent de faibles résultats cognitifs, mais cette stagnation est nettement plus marquée chez ceux issus de familles pauvres.

Partie 2 : Attaquer le problème de front



Que faut-il pour réduire les écarts?

L'analyse de l'UNICEF invite la population canadienne à se demander avec courage : « quel genre d'endroit notre pays est-il pour ses enfants? Comment pouvons-nous nous améliorer? »

Comme dans la plupart des pays riches, le taux de croissance de l'économie canadienne a dépassé le taux d'amélioration du bien-être général de l'enfant au cours des dernières décennies; c'est le paradoxe de la modernité (Keating et Hertzman, 1999; Jianghong et coll., 2008). Quel dividende tirent les enfants des progrès économiques du pays? Au Canada, les dividendes n'ont pas été répartis de manière équitable. Malgré la relative puissance économique du Canada, nous avons en fait des disparités accrues et, dans certains cas, croissantes dans le bien-être chez l'enfant. Parmi les pays riches, les différences des écarts dans l'économie ont peu à voir avec les résultats concernant le bien-être de l'enfant. La distribution à l'intérieur des pays importe plus. Cela indique que la croissance économique ne suffira pas à améliorer le bien-être de l'enfant. Pour faire progresser son bien-être global, nous devons réduire les écarts.

Certains adultes se demandent pourquoi les enfants démunis ne parviennent pas à se prendre en main et à se sortir de la pauvreté comme eux-mêmes l'ont fait. Mais l'enfance a changé. Le Canada est aujourd'hui plus inégal. Les revenus au bas de l'échelle n'ont pas augmenté autant que ceux situés au milieu. Et les revenus au sommet de l'échelle ont augmenté beaucoup plus. Si les faibles revenus stagnent, et si nous avons ajouté davantage d'échelons

à l'échelle, les enfants situés tout en bas seront encore moins susceptibles de les gravir. Être un enfant relativement pauvre n'est pas si terrible lorsque les écarts de revenu entre les enfants sont minces et si tout le monde est dans la même situation (Pickett et Wilkinson, 2015).

Les enfants ne sont pas responsables des conditions inégales dans lesquelles ils sont nés. Blâmer l'individu de ne pas profiter de l'occasion et de ne pas braver les obstacles, et considérer cela comme une base pour accepter les importantes inégalités, n'a pas produit des enfants, des économies ni des sociétés plus prospères. Les écarts entre les pays se produisent non pas parce que les parents ont des aptitudes parentales différentes ou parce que les enfants sont si différents depuis leur naissance. Les écarts se produisent parce que les valeurs et les croyances sociales sont différentes, tout comme le sont les politiques et les priorités publiques.

ENCADRÉ 6 : FAIRE PASSER LES ENFANTS AVANT TOUT

Dans toutes les décisions qui concernent les enfants, qu'elles soient le fait des institutions publiques ou privées de protection sociale, des tribunaux, des autorités administratives ou des organes législatifs, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale.

Convention relative aux droits de l'enfant des Nations Unies, 1989 (article 3)





UN BON DÉPART POUR TOUS LES ENFANTS

Il est peu probable que le Canada améliore sensiblement le bien-être des enfants, à moins de s'attaquer aux inégalités de revenu plus marquées. Cela nécessite de grands efforts, mais certains suggèrent qu'améliorer le bien-être de l'enfant a moins à voir avec des interventions ciblées qu'avec un engagement de société envers une plus grande égalité (Pickett et Wilkinson, 2015). Le Canada sera-t-il un endroit agréable où grandir si nous ne parvenons pas à remédier aux inégalités de revenu? Selon Miles Corak, « les fondements de l'équité changent; la chance importera plus, la méritocratie sera pervertie par l'augmentation des inégalités, et nos politiques publiques n'ont pas vraiment changé pour se préparer à la nouvelle réalité qui exerce déjà une pression sur les jeunes » (Corak, 2016).

Nous pourrions d'autre part limiter les écarts que connaissent les enfants dans différents aspects de leur vie. Le Bilan Innocenti 13 de l'UNICEF regarde au-delà des moyennes, afin que la population canadienne puisse voir ce que nous devons faire pour faciliter la vie des enfants que nous laissons tirer beaucoup trop de l'arrière. Tout ce que nous avons mesuré dans l'indice de l'UNICEF peut être influencé par des choix politiques. Les inégalités peuvent être minimisées ou amplifiées, et les privilèges ou exclusions maintenus. L'écart relativement mince dans la réussite scolaire indique que des politiques et services efficaces peuvent grandement contribuer à créer une équité pour les enfants.

Le fait que les enfants ne tirent pas autant de l'arrière dans certains pays, comparativement à d'autres, démontre que les écarts importants peuvent être évités. Le Bilan Innocenti de l'UNICEF ne compare pas les enfants du bas de l'échelle à ceux situés au sommet; nous soulignons qu'il est injuste qu'il y ait de très importants écarts entre les enfants situés au bas de l'échelle et ceux au milieu.

Tout pays devrait avoir comme objectif d'au moins limiter le retard qu'accusent certains enfants, tout en cherchant à favoriser les meilleurs résultats possibles pour tous.

Les pays qui y parviennent ont tendance à être bien cotés à la fois dans l'indice de bien-être de l'enfant et dans celui des inégalités entre les enfants de l'UNICEF. L'atteinte d'une plus grande équité et d'un bien-être général plus élevé pour les enfants n'est pas un compromis : ce sont deux objectifs qui se renforcent mutuellement, de la même façon qu'il n'existe pas de compromis entre l'équité et la croissance économique. Dans les pays riches, l'accent mis sur l'égalité des possibilités et sur l'équité semble produire des enfants en meilleure santé et plus heureux, de même que des sociétés plus prospères.

ENCADRÉ 1 : QUAND L'INÉGALITÉ EST-ELLE INJUSTE?

Le Bilan Innocenti 13 de l'UNICEF décrit les inégalités. Les politiques axées sur l'équité visent à éliminer les circonstances injustes et évitables qui contribuent à d'importantes différences dans la survie, le développement et la protection des enfants. Par exemple, les enfants handicapés ont besoin d'un soutien particulier pour atteindre leur plein potentiel.



La réduction des écarts est un travail d'équipe

1 AMÉLIORER LE REVENU DES FAMILLES QUI ONT DES ENFANTS

Dans les pays riches, les prestations de revenu, les transferts et l'imposition, y compris les mesures axées sur les enfants, jouent un rôle important dans la réduction des écarts de revenu relatif entre les enfants. Au Canada, ils n'ont pas augmenté au même rythme que la hausse des inégalités de revenu de marché. De nos jours, ils réduisent l'écart de revenu par moins que la moyenne de l'OCDE (OCDE, 2016). La diminution de l'importance de certains types de transfert de revenus (p. ex., aide sociale) a joué un rôle plus marquant que les changements de taux d'imposition pour réduire l'efficacité des politiques de redistribution du Canada afin d'éliminer l'écart (OCDE, 2011). Cela donne à penser qu'il y a lieu d'améliorer la répartition de l'importance et de la progressivité des prestations et des transferts de revenus. Les prestations pour enfants ont grandement contribué à réduire les inégalités de revenu dans les familles. Le montant de ces prestations a été relativement stable et est devenu plus progressif, mais pas assez pour compenser les changements apportés à d'autres prestations de revenu et suffisamment réduire le risque de pauvreté et d'inégalités de revenu chez les enfants.

La prestation fiscale canadienne pour enfants (PFE) proposée par le gouvernement fédéral pourrait réduire la pauvreté des enfants d'autant que de 25 pour cent (Klein et Yalnizyan, 2016)¹⁰. La PFE devra surtout bénéficier aux familles à faible revenu afin de réduire davantage les inégalités et la pauvreté. Il s'agit d'une étape importante qui contribuera à réduire les écarts dans de nombreux aspects du bien-être des enfants. Les répercussions seront moins importantes si les provinces et les territoires récupèrent d'autres mesures de soutien au revenu pour les familles (Caledon Institute of Social Policy, 2016). Bien qu'un mécanisme fiscal simple d'aide au revenu comporte de nombreux avantages, des allocations ciblées de logement et de service de garde pourraient également contribuer à éliminer les écarts dans le bien-être de l'enfant.

Au Canada, les familles dirigées par des mères monoparentales persistent à être plus pauvres que tout autre groupe au Canada, malgré les augmentations de salaire et de prestations sociales au cours des dernières années. La monoparentalité ne doit cependant pas être synonyme de piège de la pauvreté. Au Canada, l'écart salarial entre les femmes et les hommes employés à temps plein a diminué, mais il demeure plus marqué que dans la plupart des pays de l'OCDE à près de 20 points de pourcentage, et supérieur à la moyenne de 15 points de l'OCDE. Des programmes de formation publics et privés, des politiques d'emploi, de même que des programmes d'aide au logement et à la garde du jeune enfant peuvent rendre la situation financière des mères monoparentales moins précaire. Cependant, l'écart

croissant dans les revenus chez les hommes explique en grande partie l'augmentation des inégalités de revenu, et, de nombreux enfants exposés au risque de pauvreté vivant dans des familles biparentales où au moins un parent travaille, l'accent devrait être mis sur l'enfant dans tous les types de familles (OCDE, 2011).

L'objectif à plus long terme d'une stratégie nationale de réduction de la pauvreté devrait consister à augmenter suffisamment les revenus familiaux au bas de l'échelle pour élever tous les enfants au-dessus du seuil de pauvreté de revenu relatif (50 pour cent du revenu médian), comme le Danemark et la Finlande sont presque parvenus à le faire avec des taux de pauvreté de l'enfant inférieurs à 3 pour cent. La réduction de la pauvreté des enfants pourrait contribuer à réduire les coûts des mesures correctives du stress précoce et des désavantages pris en charge par les systèmes d'éducation et de santé, et à dégager des ressources dans ces systèmes afin d'investir plus largement dans le développement positif de l'enfant.



© UNICEF CANADA/2010/SRIUTAMI

POURSUIVRE L'UNIVERSALISME PROGRESSIF DANS LES PROGRAMMES ET LES SERVICES À L'ENFANCE

Certains des écarts dans les résultats des enfants sont liés au revenu et au SSÉ de la famille, mais les différentes importances des écarts dans l'éducation, la santé et la satisfaction à l'égard de la vie, ainsi que les changements variables au fil du temps, démontrent que d'autres dynamiques les influencent. Il faudra mettre davantage l'accent sur le sexe, le handicap, la culture et la situation géographique pour réduire les écarts. L'universalisme progressif devrait être le premier principe dans la conception et la prestation des services à l'enfance. Il reconnaît que le marché ne procure pas toutes les possibilités dont les enfants ont besoin, que la vulnérabilité individuelle n'est pas toujours associée au revenu, que le degré de bien-être général est un peu faible, et que l'aide publique pour des services de qualité tend à être plus importante lorsque ces services sont universels.

2 COMMENCER PLUS TÔT

Les inégalités dans le bien-être de l'enfant apparaissent dès les premières années de vie, et le budget consacré à la petite enfance étant peu élevé au Canada comparativement à de nombreux autres pays riches, une répartition plus équitable des budgets publics en appui au développement du jeune enfant est nécessaire. Jusqu'à quel point l'enfance pourrait être agréable si les ressources qu'il faut pour nager à contre-courant des inégalités sociales générales pouvaient être moins investies pour remédier aux désavantages que les enfants plus âgés entraînent dans l'éducation, la santé, l'aide à l'enfance, la justice et les autres systèmes de développement communautaire, et davantage dans la réduction des désavantages précoces? Cela permettrait de soulever tous les bateaux. Le gouvernement fédéral s'est engagé à mettre en place un cadre national de la petite enfance plus que nécessaire, lequel relierait les soins prénataux et la santé du jeune enfant, l'apprentissage et les centres de la petite enfance, et à investir pas moins que la moyenne de l'OCDE dans la petite enfance. Cela contribuerait à réduire les inégalités qui apparaissent dès le début et à créer un meilleur continuum de services d'aide aux parents et aux enfants.



© UNICEF CANADA/2010/SRI UTAMI



© UNICEF CANADA/2010/SRI UTAMI

3 AMÉLIORER LES RÉSULTATS SCOLAIRES DE TOUS LES ÉLÈVES

Le système d'éducation du Canada a fait de gros efforts pour aider les élèves défavorisés sur le plan socioéconomique à obtenir de bons résultats. Mais davantage d'enfants, en particulier des garçons, ont du mal à réussir, et beaucoup éprouvent des difficultés lors du passage de l'école secondaire aux études postsecondaires et au marché du travail. Une étude américaine indique que les garçons sont plus susceptibles d'abandonner l'école là où il y a d'importantes inégalités de revenu au bas de l'échelle (Kearney et Levine, 2016). Malgré une diminution des taux d'abandon au secondaire, les jeunes les plus exclus qui considèrent que même la classe moyenne est inaccessible risquent de moins investir dans leur avenir. Dans un environnement social et économique de plus en plus complexe, permettre à davantage d'enfants d'obtenir des résultats scolaires, sociaux et émotionnels positifs nécessite un soutien plus précoce pour les élèves désengagés et affichant les moins bons résultats, et des parcours plus novateurs et flexibles en matière de développement, d'éducation et d'emploi au fur et à mesure qu'ils progressent dans leur scolarité. Les travailleuses et travailleurs de proximité dans les écoles communautaires, les programmes d'encadrement des jeunes et les programmes de soutien aux parents de jeunes enfants en sont de bons exemples. L'inclusion d'une éducation de qualité et culturellement adaptée pour les enfants autochtones est une priorité importante du gouvernement fédéral. Le système d'éducation ne peut pas relever seul ces défis, mais relier aux écoles des services à l'enfance et à la jeunesse plus holistiques peut permettre aux enfants de faire face aux problèmes inhérents à la santé et au développement leur vie durant.

4 PROMOUVOIR ET FINANCER LA SANTÉ POUR TOUS LES ENFANTS

Les enfants des familles à faible revenu et les adolescentes ont tendance à être en moins bonne santé. Les symptômes de mauvaise santé attirent toutefois l'attention sur des tendances sociales plus générales, comme des modes de vies plus sédentaires, moins d'heures de sommeil, plus de stress et un isolement social accru. Les progrès réalisés dans la plupart des aspects de la santé des enfants ont été trop lents. Au Canada, le taux moyen de consommation malsaine d'aliments sucrés est relativement favorable, comparativement à la plupart des pays riches, et il s'est amélioré, mais l'écart dans les inégalités demeure important. Une stratégie bien accueillie du gouvernement du Canada consiste à limiter la commercialisation et la publicité des aliments et des boissons pour les enfants. Le taux d'obésité étant toujours très élevé au Canada (Bureau de recherche de l'UNICEF, 2013), il faut encore accroître l'apport d'aliments sains et abordables pour réduire les écarts en matière de saine alimentation et de surpoids. Un programme scolaire universel de saine alimentation devrait être mis en place afin d'améliorer la santé et de favoriser l'apprentissage. Tous les paliers gouvernementaux devraient envisager d'investir dans l'innovation et les infrastructures sociales autour des enfants, de même que dans la saine industrie alimentaire afin d'accroître l'accès à des aliments sains et abordables. L'engagement du gouvernement fédéral d'améliorer le programme Nutrition Nord pour les communautés autochtones est une mesure applaudie.

L'enfance aujourd'hui est différente d'il y a à peine dix ans. Les joies de jouer dehors, de jouer à des jeux de société, de ne pas se soucier de la technologie. Même les parents sont aujourd'hui axés sur la technologie, pas seulement les enfants. Ce serait bien d'en limiter l'utilisation.

Tavleen, âgée de 18 ans



©UNICEF CANADA/2016-WATERLOO/GBENNETT

5 PRENDRE LE BIEN-ÊTRE SUBJECTIF AU SÉRIEUX

Le faible degré de satisfaction des enfants à l'égard de la vie constitue en quelque sorte un indicateur composite de leur bien-être. Prendre au sérieux le faible degré de satisfaction des jeunes à l'égard de la vie nécessite de les écouter, afin de mieux comprendre les rôles que les parents, le personnel enseignant, les membres de la communauté et les décideurs politiques pourraient jouer afin d'améliorer leur sentiment de bien-être. Le soutien familial, en particulier, influe grandement sur la satisfaction des enfants canadiens à l'égard de la vie. Dans les marchés du travail plus inégaux, les parents dans tous les types de familles travaillent plus longtemps et luttent pour concilier travail et éducation des enfants (Corak, 2013b). Le gouvernement fédéral a déclaré que l'équilibre entre le travail et la vie familiale est un important objectif politique et qu'il devrait être soutenu par le secteur privé afin d'améliorer la flexibilité, la durée et les prestations du congé parental au moyen de congés parentaux secondaires consacrés, et d'établir des politiques de travail flexible pour répondre aux besoins des enfants de tous âges. Le rendement des pays au sommet de l'indice de l'UNICEF donne à penser que ces politiques sont excellentes pour le bien-être des enfants, et que le Canada a beaucoup de chemin à faire pour les rattraper. De plus, les taux persistants de violence familiale et d'enfants pris en charge par l'État, de même que la prévalence de la mauvaise santé mentale, en particulier chez les enfants autochtones, doivent être abordés de toute urgence.

La famille et les amis près de vous, chez vous, influent sur votre bien-être. De nombreux petits facteurs ont un effet sur votre bien-être.

Andrew, âgé de 17 ans



6 AMÉLIORER LE SUIVI ET LA MESURE DU BIEN-ÊTRE DE L'ENFANT

Nous profitons de l'occasion pour rappeler comment le bien-être de l'enfant est mesuré, compris et utilisé pour éclairer et orienter la gouvernance, les politiques, la recherche, les programmes, les investissements, l'éducation des enfants et le développement communautaire. Donner une image plus complète du bien-être de l'enfant est essentiel à un débat public éclairé, à des investissements plus judicieux pour obtenir de plus grandes retombées, et pour changer de cap lorsque les faits nous disent que nous pourrions faire mieux.

Pour cela, nous recommandons :

- D'améliorer la disponibilité, l'exactitude et l'utilité des données relatives au bien-être des enfants : les gouvernements devraient travailler en plus étroite collaboration afin de concevoir et d'harmoniser des enquêtes visant à mieux comprendre la vie des enfants. Le Canada devrait étudier les nouvelles approches adoptées dans de nombreux pays riches, comme les indices de privation, afin de compléter la mesure de la pauvreté de l'enfant, d'éviter de devenir un « îlot de données » international et de permettre la cueillette de données et l'apprentissage politique à l'échelle du pays.
- De tenir compte des enfants autochtones : des approches culturellement appropriées des données et du suivi relatifs aux communautés autochtones devraient comprendre des indicateurs qui reflètent les déterminants culturels de la santé et du bien-être, et une gouvernance plus localisée des données.
- D'inclure les enfants dans les processus de collecte des données : bien que l'opinion des enfants soit prise en compte dans certains ensembles de données utilisés dans le Bilan Innocenti de l'UNICEF, des mesures du bien-être éprouvé par les enfants selon leurs dires devraient être utilisées pour comprendre le « bien-être de l'enfant » et les contextes particuliers dans lesquels ce bien-être s'améliore ou se détériore. Les enfants doivent être en mesure de formuler les questions posées dans les enquêtes sur leur propre vie, d'y participer et d'utiliser les données. Des indicateurs propres à l'enfant doivent avoir la priorité dans les stratégies visant à réduire la pauvreté et à mettre en œuvre les Objectifs de développement durable.
- De mesurer les écarts : tous les paliers gouvernementaux et autres producteurs de données devraient aller au-delà d'une approche fondée sur les moyennes de population et utiliser des approches complémentaires afin de mesurer les inégalités dans les indicateurs de bien-être de l'enfant. Les approches de l'équité, comme le calcul des inégalités au bas de l'échelle utilisé dans le Bilan Innocenti 13 de l'UNICEF, peuvent contribuer à révéler la distribution des différents résultats

chez les enfants et à remédier aux inégalités¹¹. Des données ventilées pour distinguer le sexe et les autres différences entre des groupes d'enfants devraient être intégrées à ces approches. Les objectifs pour atteindre un certain degré de bien-être dans les différents aspects de la vie des enfants devraient être accompagnés d'objectifs visant à réduire les inégalités entre eux au bas de l'échelle.

7 NIVELER LES INÉGALITÉS DANS TOUTES LES POLITIQUES AYANT UN EFFET SUR LE BIEN-ÊTRE DE L'ENFANT

Il est clair que nous devons mieux comprendre comment différents groupes d'enfants vivent différents problèmes. Dans certaines dimensions du bien-être de l'enfant, par exemple, les différences entre les sexes expliquent mieux les écarts plus marqués que les différences de revenu. Le gouvernement du Canada s'est engagé à nommer un commissaire national à l'enfance et à la jeunesse, qui pourrait apporter son aide dans la prise de décisions touchant les enfants. Tous les paliers gouvernementaux devraient utiliser des mesures d'évaluation d'impact sur les droits de l'enfant dans la planification ou l'examen des politiques, des lois, des programmes et des budgets, qu'ils soient ou non susceptibles d'augmenter ou de réduire les inégalités ou de produire des effets différents pour différents groupes d'enfants.

Dans les régions rurales, les endroits à faible population, ils n'ont pas suffisamment de possibilités. C'est une chose sur laquelle nous devrions travailler. Tous les jeunes devraient avoir les mêmes possibilités. Ils ont le droit d'apprendre sur eux-mêmes et aussi de découvrir leurs propres passions.

Andrew, âgé de 17 ans



¹¹ Pour des indicateurs convenant à l'analyse de la distribution plutôt que des indicateurs binaires, comme les taux de mortalité chez les nourrissons et de scolarisation, qui sont résumés sous la forme de taux et de probabilités, mais peuvent être ventilés en fonction du revenu, du sexe, de l'emplacement géographique et d'autres variables importantes.

ENCADRÉ 7 : L'ÉQUITÉ POUR LES ENFANTS AUTOCHTONES

Plus tôt cette année, le Tribunal canadien des droits de la personne a constaté un écart dans la prestation des services de protection de l'enfance aux enfants des Premières Nations qui vivent dans les réserves, ce qui a donné lieu à un taux beaucoup plus élevé de retrait d'enfants de leur famille et de prise en charge extrafamiliale. Les écarts dans les services s'étendent également au logement, à l'éducation, à l'eau potable et aux soins de santé, ce qui se traduit par des inégalités dans le bien-être des enfants. La décision du Tribunal exige un financement et une prestation de service équitables.

QUESTIONS EN SUSPENS

Les Bilans Innocenti de l'UNICEF donnent un point de vue unique sur l'ensemble des progrès réalisés au Canada pour les enfants, comparativement à nos pays pairs, dont les ressources économiques sont relativement semblables aux nôtres. Mais, comme toute donnée, ils soulèvent plus de questions qu'ils n'apportent de réponses. Ils se basent aussi sur une gamme de points de vue pour interpréter les données. UNICEF Canada encourage la population canadienne à aborder les questions en suspens et à y répondre. Par exemple :

Qui sont les enfants les plus susceptibles d'accuser un retard?

Les enfants qui se trouvent au bas des indicateurs, soit au 10^e percentile, dans l'indice des inégalités entre les enfants de l'UNICEF sont largement ceux dont le SSÉ est inférieur. Les enfants autochtones seront surreprésentés; toutefois, étant donné que seulement quatre pour cent de la population d'enfants est autochtone, ils ne sont pas les seuls. En fonction des données canadiennes, nous nous attendons à ce que les enfants handicapés soient également surreprésentés, tout comme certains enfants immigrants et certains autres pris en charge par l'État. Pour certains indicateurs, il y a plus de garçons que de filles au bas de l'échelle; pour d'autres, c'est l'inverse. Nous nous attendons à ce que les enfants d'identité de genre minoritaires soient surreprésentés dans certains indicateurs. Par ailleurs, beaucoup de ces enfants ne sont pas comptabilisés dans les enquêtes, car ils ne sont pas scolarisés ou parce que la façon dont les données sont recueillies ne tient pas compte de leur identité. L'universalisme progressif dans les programmes et les services à l'enfance peut permettre de s'assurer que ces enfants sont inclus, mais il est nécessaire de savoir à quels enfants ils s'adressent pour créer des possibilités diverses et appropriées, et moins d'obstacles en matière de prestation et d'accès pour les différents enfants.

Où sont-ils?

Les Bilans Innocenti de l'UNICEF ne ventilent pas les données en fonction des différentes communautés au Canada. Tenter la ventilation de données infranationales pour 41 pays à revenu élevé au niveau des provinces, territoires, communautés et autres groupes dépassait nos capacités pour ce rapport. Les données brutes relatives au revenu et à la réussite scolaire peuvent être consultées à Statistique Canada et à PISA. En ce qui concerne la santé et la satisfaction à l'égard de la vie, certaines données ventilées de l'étude sur les comportements de santé des jeunes d'âge scolaire (l'enquête Health Behaviours in School-Aged Children) sont disponibles au Canada, mais elles ne sont pas systématiquement publiées pour toutes les provinces et tous les territoires¹². Nous encourageons le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et territoriaux à établir des indicateurs d'égalité pour une comparaison intergouvernementale.



© UNICEF CANADA/2010/SRI UTAMI

La véritable mesure de l'équité d'une nation est la façon dont elle contribue au bien-être de ses enfants les plus défavorisés, c'est-à-dire à leur santé et à leur sécurité, à leur sécurité matérielle, à leur éducation et à leur propre perception du bien-être.

UNICEF, 2007

Tous ensemble, en tant que pays, nous pouvons favoriser une société à laquelle tous les enfants appartiennent et où ils sont soutenus.

Harnoor, âgé de 17 ans

Dans quels autres aspects du bien-être les enfants canadiens sont-ils plus ou moins égaux?

En raison de la disponibilité limitée de données sur les enfants comparables à l'échelle internationale, de nombreux aspects du bien-être de l'enfant ne sont pas couverts dans cette étude. De plus, les indicateurs utilisés n'auraient pas tous été les mesures de premier choix s'il existait des moyens illimités de définir et de conceptualiser le bien-être de l'enfant. Il y a beaucoup d'autres aspects du bien-être de l'enfant qu'il conviendrait de surveiller et de comprendre dans le cadre d'une approche de l'équité.

Que pouvons-nous apprendre en comparant les enfants laissés-pour-compte à ceux qui se trouvent au milieu de l'échelle, alors que les résultats médians sont inférieurs à ce qu'ils devraient être?

Comparer les enfants au bas de l'échelle à ceux qui se trouvent au milieu nous renseigne sur l'égalité. Cependant, lorsque la médiane d'un indicateur est inférieure à ce qu'elle « devrait » être, c'est-à-dire nettement inférieure aux résultats des pays pairs les mieux cotés, cela peut également sous-estimer les progrès que le Canada devrait faire. Qu'en serait-il si nous comparions l'écart entre les enfants au bas de l'échelle au niveau moyen dans les pays à revenu élevé? Dans certains indicateurs, il y aurait un plus grand écart pour les enfants laissés-pour-compte.

ENCADRÉ 8 : INÉGALITÉS DU SOMMET AU BAS DE L'ÉCHELLE

La plupart des données présentées dans le Bilan Innocenti 13 de l'UNICEF proviennent de la dernière étude sur les comportements de santé des enfants d'âge scolaire (l'enquête HBSC), menée en 2014¹³. L'ensemble complet des données internationales de l'enquête comprend 36 indicateurs liés à la santé de l'enfant. Le Canada compte parmi les cinq pays les plus inégaux dans la moitié de ces indicateurs (15 sur 36) et parmi les dix pays les plus inégaux dans dix autres indicateurs. Dans chacun de ces indicateurs, il y a des écarts importants entre les enfants au bas de l'échelle et ceux au sommet, et pas seulement entre les enfants au bas de l'échelle et ceux situés au milieu comme le mesure le Bilan Innocenti de l'UNICEF. Les écarts les plus marqués du sommet au bas de l'échelle concernent les problèmes de santé multiples, l'ivresse, la consommation de cannabis et les batailles (OMS, 2016).



© UNICEF CANADA/2010/SRI UTAMI

¹³ Au Canada, l'enquête HBSC est administrée par l'Agence de la santé publique du Canada (ASPC), en collaboration avec l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Près de 30 000 enfants canadiens du troisième cycle du primaire au deuxième cycle du secondaire et de toutes les provinces et tous les territoires ont participé à l'étude.

D'importantes inégalités au bas de l'échelle limitent-elles le bien-être de l'enfant au sommet?

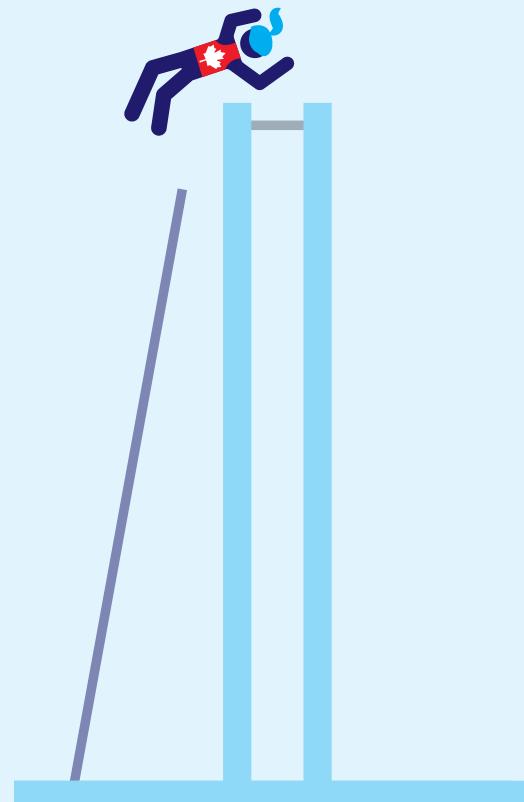
Certains diront qu'un certain degré d'inégalité est tolérable, car « la plupart des enfants se portent très bien ». Nous répondrions que chaque enfant compte. Mais qu'en est-il si les inégalités limitent les sommets que les enfants peuvent atteindre? Le Bilan Innocenti 13 de l'UNICEF montre que les pays qui affichent des inégalités plus marquées dans le bien-être de l'enfant ont aussi tendance à avoir des résultats généraux ou moyens inférieurs dans son bien-être. Cela signifie que moins d'enfants réussissent aussi bien qu'ils le pourraient. Mais cela signifie-t-il aussi que les sommets qu'atteignent les enfants en haut de l'échelle de distribution (au 90^e percentile) sont susceptibles d'être inférieurs? En d'autres termes, des inégalités importantes limitent-elles les résultats les plus élevés possible dans la santé, l'éducation et d'autres aspects du bien-être? C'est tout à fait possible, car de nombreux biens, services et autres conditions qui favorisent le bon développement de l'enfant ne peuvent pas être achetés, même par les plus riches, bien qu'un revenu élevé puisse aider. Les relations positives avec les parents et les pairs sont de bons exemples. Ces relations sont façonnées par des conditions sociales plus générales, comme la prévalence de l'intimidation, le stress et les conditions de travail des parents. De plus, si les ressources publiques doivent remédier aux désavantages que les enfants apportent dans les systèmes, comme ceux de l'éducation et de la santé, il reste moins à investir dans le renforcement des possibilités de développement positives pour tous les enfants.

CONCLUSION

Le Bilan Innocenti de l'UNICEF, intitulé *L'équité pour les enfants : le défi du Canada*, offre une excellente occasion d'améliorer la vie des enfants au Canada. Il s'agit d'une réalité à laquelle nous devons tous faire face pour notre avenir commun. Tous les enfants devraient grandir dans un contexte leur permettant d'atteindre leur plein potentiel. Les inégalités font obstacle à cet objectif, ce qui touche non seulement les enfants, mais aussi l'ensemble de la société. Le Canada est une société qui a la possibilité d'accéder à des ressources, à des compétences et à des connaissances afin que nos enfants aient les services et le soutien nécessaires. Nous pouvons faire du Canada le meilleur pays pour grandir. Pour arriver à combler les écarts qui séparent les enfants au pays, nous devons tous travailler en équipe. Tous ont un rôle à jouer : tous les paliers des gouvernements, les organismes de services, le secteur privé, les familles, les enfants et les jeunes. Lorsque nous travaillons en partenariat et que nous accordons la priorité aux enfants, nous sommes tous gagnants.

Quel rôle l'UNICEF joue-t-il?

L'UNICEF est un membre des Nations Unies qui a pour mission de faire la lumière sur la situation des enfants et d'améliorer leur sort à l'échelle mondiale. Nous comprenons l'importance des partenariats pour bâtir un monde meilleur pour les enfants, et c'est en nous unissant que nous parviendrons à sensibiliser la population et à obtenir des résultats concrets. Grâce à son expérience à l'échelle mondiale, UNICEF Canada collabore avec des experts en politique et en placement, des organisations au service des enfants et des gouvernements dans tout le pays pour fournir des données claires et utiles sur la situation des enfants au Canada. Nous mettons également au point une plateforme pour élaborer rapidement et en collaboration des solutions novatrices pour surmonter les plus grands défis auxquels sont confrontés nos enfants et nos jeunes. Notre équipe croit qu'il est tout à fait possible de hisser le Canada au sommet de l'indice de bien-être de l'enfant de l'UNICEF.



Résumé du tableau des indicateurs d'inégalités

INDICATEUR DU BILAN INNOCENTI 13 DE L'UNICEF	RANG DU CANADA PARMIL LES PAYS RICHES	IMPORTANCE DE L'ÉCART (EN POINTS DE POURCENTAGE)
Inégalités composites	26	
	DOMAINES D'INÉGALITÉ	
Inégalités de revenu	24	53
Inégalités en matière d'éducation	14	0,3*
Inégalités en matière de santé (symptômes autodéclarés)	24	29
Inégalités en matière de satisfaction à l'égard de la vie	25	29
	INDICATEURS D'INÉGALITÉ	
Écart SSÉ dans la saine alimentation	32	20
Écart SSÉ dans l'activité physique	17	13
Écart SSÉ dans l'éducation	4	11
Écart SSÉ dans la satisfaction à l'égard de la vie	26	16
Écart entre les sexes dans le désavantage scolaire absolu	9	2 (stable)
Écart entre les sexes dans la santé	28	14 (augmentation)
Écart entre les sexes dans la satisfaction à l'égard de la vie	14	9 (stable)
Taux de pauvreté de l'enfant	29	17**
Retard par rapport à la norme de réussite scolaire	6	6**
Problèmes de santé fréquents	16	23**
Prévalence d'un faible degré de satisfaction à l'égard de la vie	31	9**
Comportements à risque (3 ou plus)	14	7
	CHANGEMENTS DANS LES INÉGALITÉS	
Inégalités de revenu	N/A	3 (augmentation à 53)
Désavantage scolaire absolu	31	1 (augmentation à 6)
Inégalités en matière de santé (symptômes autodéclarés)	N/A	3 (augmentation à 29)
Inégalités en matière d'activité physique	N/A	0 (stable à 47)
Inégalités en matière de saine alimentation	N/A	0 (stable à 46)
Inégalités en matière de mauvaise alimentation	N/A	10 (diminution à 58)
Inégalités en matière de satisfaction à l'égard de la vie	N/A	0 (stable à 29)

* Les inégalités en matière d'éducation ne sont pas mesurées en points de pourcentage, mais en scores Z, qui représentent les écarts-types de la moyenne.

** Valeurs mesurées en taux (%) plutôt qu'en écart.

Étude sur les comportements de santé des enfants d'âge scolaire (l'enquête Health Behaviour in School-Aged Children)

Enquête internationale sur la santé et sur les indicateurs de santé des enfants et des jeunes (visitez le hbsc.org).

Inégalité de la partie inférieure de la distribution

calcul de l'inégalité qui compare la partie inférieure à partir du milieu de la distribution des indicateurs (l'écart entre la valeur de la médiane et la valeur au 10^e percentile comme pourcentage de la médiane).

Inégalité du revenu du marché

Niveau d'inégalité du revenu dans une société en fonction des différences du revenu du marché.

Objectifs de développement durable

En 2015, des dirigeants de la communauté internationale se sont engagés à atteindre 17 objectifs de développement durable (ODD) pour contribuer à éliminer la pauvreté extrême, promouvoir le bien-être et combattre les changements climatiques d'ici 2030 (voir le sustainabledevelopment.un.org).

Prestations de revenu, transferts et imposition

Mécanismes d'intervention utilisés par les gouvernements pour additionner ou soustraire des sommes du revenu du marché d'un particulier ou d'un ménage dont les effets sont différentiels, selon le montant des revenus, la composition du ménage et d'autres facteurs.

Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA)

Enquête internationale qui évalue les acquis scolaires (visitez le oecd.org/pisa).

Résultats absolus

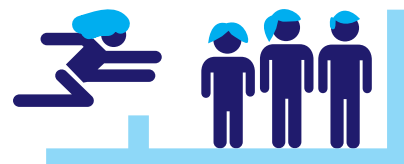
la valeur d'un indicateur obtenu en termes absolus plutôt qu'en termes relatifs.

Statut socioéconomique (SSÉ)

Description de la situation économique et sociale d'un particulier ou d'une famille par rapport aux autres, en fonction de son revenu, de son niveau d'instruction et de sa profession.

Universalisme progressif

Approche en matière de politiques et de services qui offre les politiques ou les services à l'ensemble d'une population cible, et qui prévoit des soutiens plus ciblés afin de venir en aide à certains groupes qui en ont autant ou plus besoin que la population en général.



Références



©UNICEF CANADA/2016-WATERLOO/BENNETT

Bruckauf, Z. (2016). 'Falling Behind: Socio-demographic profiles of educationally disadvantaged youth. Evidence from PISA 2006–2012', document de travail - juillet 2016. Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF, Florence.

Caledon Institute of Social Policy (2016). 'Some Implications of the Liberal Government's Tax Changes' Caledon Commentary. Février 2016. Consulté le 15 mars 2016 au <http://www.caledoninst.org/Publications/PDF/1090ENG.pdf>.

CAMH (2012). 'Mental Illness and Addictions: Facts and Statistics'. Centre de toxicomanie et de santé mentale, Toronto. Consulté le 15 mars 2016 au http://www.camh.ca/en/hospital/about_camh/newsroom/for_reporters/Pages/addictionmentalhealthstatistics.aspx.

CCPA (2006). Écart croissant, préoccupations croissantes : attitudes canadiennes envers les inégalités de revenu. Centre canadien de politiques alternatives, 20 novembre 2006.

Chzhen, Y., Z. Bruckauf, K. Ng, D. Pavlova, T. Torsheim et M. Gaspar de Matos (2016a). 'Inequalities in Adolescent Health and Life Satisfaction: Evidence from the Health Behaviour in School-Aged Children study', document de travail – septembre 2016. Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF, Florence.

Chzhen, Y., I. Moor, W. Pickett, G. Stevens et E. Toczydłowska (2016b). 'Family Affluence and Inequality in Adolescent Health and Life Satisfaction: Evidence from the HBSC study 2002–2014', document de travail – octobre 2016. Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF, Florence.

Corak, M. (2006). 'Do Poor Children Become Poor Adults? Lessons from a Cross Country Comparison of Generational Earnings Mobility' IZA Discussion Paper No. 1993. Institute for the Study of Labor, Bonn.

Corak, M. (2013a). 'Income Inequality, Equality of Opportunity, and Intergenerational Mobility' *Journal of Economic Perspectives*. 27(3):79-102.

Corak, M. (2013b). 'Public policies for equality and social mobility in Canada.' Présenté dans le cadre de l'événement Equality of Opportunity – a Canadian Dream? Canada 2020, Ottawa.

Corak, M. (2016). 'Why Canada Should Foster a Second-Chance Society.' *The Globe and Mail*. 22 février 2016. Consulté le 15 mars 2016 au <http://www.theglobeandmail.com/opinion/why-canada-should-foster-a-second-chance-society/article28820375/>.

Currie, C., D. Currie, L. Menchini, D. Richardson et C. Roberts (2010). 'Comparing Inequality in the Well-Being of Children in Economically Advanced Countries: a methodology', document de travail no 2010-19. Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF, Florence.

Elgar, F. J. et N. Aitken (2010). 'Income inequality, trust and homicide in 33 countries' *European Journal of Public Health*. 21(2):241-246.

Elgar, F. J., T.-K. Pfortner, I. Moor, B. De Clercq et C. Currie. (2015). 'Socioeconomic inequalities in adolescent health 2002-2010: A time-series analysis of 34 countries participating in the Health Behaviour in School-aged Children Study' *Lancet*. 385:2088–95.

Gray, P. (2010). 'The Decline of Play and Rise in Children's Mental Disorders' *Psychology Today*. 26 janvier 2010. Consulté le 15 mars 2016 au <https://www.psychologytoday.com/blog/freedom-learn/201001/the-decline-play-and-rise-in-childrens-mental-disorders>.

Hansen, K. et H. Joshi (2007). *Millennium Cohort Study Second Survey: A user's guide to initial findings*. Centre for Longitudinal Studies, Londres.

Jianghong L., A. McMurray et F. Stanley (2008). 'Modernity's paradox and the structural determinants of child health and well-being' *Health Sociology Review*. 17(1):64-77.

Kearney, M. et P. Levine. (2016). *Income Inequality, Social Mobility and the Decision to Drop out of High School*. Brookings Papers on Economic Development, mars 2016.

Keating, D.P. et Hertzman, C. (1999) *Modernity's Paradox in Developmental Health and the Wealth of Nations: Social, Biological and Educational Dynamics*, (éd.) Keating, D.P. & Hertzman, C., The Guilford Press. N. Y. 1999.

Keeley, B. (2015). *Income Inequality: The Gap between Rich and Poor*. OECD Insights, Publications de l'OCDE, Paris.

Klein, S. et A. Yalnizyan (2016). *Better is Always Possible: A Federal Plan to Tackle Poverty and Inequality*. Centre canadien de politiques alternatives, Ottawa.

O'Brien, M. (2014). 'Poor kids who do everything right don't do better than rich kids who do everything wrong' *The Washington Post*. 18 octobre 2014. Consulté le 15 mars 2016 au <https://www.washingtonpost.com/news/wonk/wp/2014/10/18/poor-kids-who-do-everything-right-dont-do-better-than-rich-kids-who-do-everything-wrong/>.

OCDE (2011). *Divided We Stand: Why Inequality Keeps Rising*. Publications de l'OCDE, Paris.

OCDE (2015). *In It Together: Why Less Inequality Benefits All*. Publications de l'OCDE, Paris.

Pickett, K.E. et R.G. Wilkinson (2007). 'Child wellbeing and income inequality in rich societies: ecological cross sectional study' *British Medical Journal*. 335:1080-1086.

Pickett, K.E. et R.G. Wilkinson (2015). 'The Ethical and Policy Implications of Research on Income Inequality and Child Well-being' *Pediatrics*. 135(Supp 2):S39-S47.

Richardson, D. et N. Ali (2014). 'An Evaluation of International Surveys of Children' – document de travail de l'OCDE « Société, emploi et migration » no 146. Publications de l'OCDE, Paris.

Save the Children Fund (2012). *Born Equal: How reducing inequality could give our children a better future*. Save the Children Fund, Londres.

Shaw, B., M. Bicket, B. Elliott, B. Fagan-Watson, E. Mocca et M. Hillman (2015). *Children's Independent Mobility: An International Comparison*. Policy Studies Institute, Londres.

Stewart, F. (2013). 'Approaches towards Inequality and Inequity: Concepts, measures and policies' document de travail no 2013-01. Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF, Florence.

Toczydlowska, E., Y. Chzhen, Z. Bruckauf et S. Handa (2016). 'Income Inequality among Children in Europe 2008–2013', document de travail no 2016-15. Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF, Florence.

UNICEF (2010). *Les enfants laissés pour compte : tableau de classement des inégalités de bien-être entre les enfants des pays riches*. Bilan Innocenti 9. Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF, Florence.

Centre de recherche de l'UNICEF (2013). *Le bien-être des enfants dans les pays riches : vue d'ensemble comparative*. Bilan Innocenti 11. Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF, Florence.

OMS (2016). 'Growing up Unequal: Gender and socio-economic differences in young people's health and well-being'. Organisation mondiale de la Santé, Genève.

Les statistiques présentées dans le présent document canadien d'accompagnement sont arrondies par rapport à celles publiées dans le Bilan Innocenti 13 de l'UNICEF.





Pour obtenir de plus amples renseignements sur UNICEF Canada, composez le 1 800 567-4483 ou écrivez-nous à info@unicef.ca.
Numéro d'organisme de bienfaisance : 122680572 RR0001

unicef.ca